Resistance 16 17

BULLETIN PÉDAGOGIQUE ANNUEL

Ce bulletin vient en appui des ressources mises en ligne sur le site

du MRN accessible à l'adresse suivante :

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

www.musee-resistance.com

LA NÉGATION DE L'HOMME DANS L'UNIVERS CONCENTRATIONNAIRE NAZI



Intérieur du wagon entre Compiègne et Buchenwald - Impression sur papier argentique d'un lavis de Maurice de La Pintière légendé par lui-même, 1945 (coll. Musée de la Résistance nationale/ AMRC, don de Bruno de La Pintière).

LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE EST PARTENAIRE DU PORTAIL NATIONAL DU CNRD (WWW.RESEAU-CANOPE.FR/CNRD)

Pour les déportés, l'expérience concentrationnaire commence par le transport vers les camps. Entassés dans des wagons de marchandises, dépourvus de nourriture et d'eau en quantité suffisante, devant supporter les conditions d'hygiène indignes et des conditions météorologiques souvent difficiles, les déportés ont conservé un souvenir douloureux du temps du convoi, qui a hanté les cauchemars de beaucoup de rescapés après leur retour.

Ce n'est pas un hasard si le wagon est un thème récurrent des représentations de la déportation par les artistes déportés. Maurice de la Pintière comme Boris Taslitzky décrivent la masse humaine à laquelle on veut réduire les déportés, le fatalisme et l'épuisement de certains, la volonté de tenir et de s'imposer d'autres. Maurice de la Pintière saisit le moment où tout peut basculer: la résignation peut conduire à la mort; la réaction individuelle et instinctive peut amener à piétiner et violenter son voisin en qui on ne voit plus son semblable; la révolte collective et solidaire peut sauver



des vies en organisant l'entraide. Le wagon annonce en réduction ce que sera le camp: un univers imposé et dominé par les SS, où l'être humain peut accepter son sort au risque de sombrer, céder à la tentation de la fausse puissance et se perdre ou tenter de lutter et essayer de survivre sans écraser l'autre.



• Intérieur du wagon entre Compiègne et Buchenwald – Impression sur papier argentique d'un lavis de Maurice de La Pintière légendé par lui-même, 1945 (coll. Musée de la Résistance nationale/AMRC, don de Bruno de La Pintière).

❷ Le wagon, dessin au crayon de Boris Taslitzky, réalisé à Buchenwald en 1945 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

Les ressources

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

La liste des ouvrages portant sur le thème est très importante. Les quelques titres proposés ci-dessous ont été choisis pour leur pertinence et leur disponibilité dans les bibliothèques ou dans les librairies (y compris en ligne). Certains sont plus accessibles que d'autres, les plus difficiles (marqués *) sont davantage destinés aux enseignants, voire aux lycéens.

ÉTIIDES

- Fabrice d'Almeida, Ressources inhumaines.
 La gestion des gardiens des camps de concentration, Fayard, 2011
- Joseph Billig, L'hitlérisme et le système concentrationnaire, PUF, 1967 *
- Johann Chapoutot, La loi et le sang. Penser et agir en nazi, Gallimard, 2014 *
- Thomas Fontaine, Déportations et génocide. L'impossible oubli, Tallandier/FNDIRP, 2009
- Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Eu- rope*, Gallimard, coll. Folio, 1991 (Fayard, 1988)*
- Eugen Kogon, L'État SS. Le système des camps de concentration allemands, Le Seuil, coll. Points, 1970 (Alper, 1946) *
- Hermann Langbein, La résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes, Fayard, 1981 *
- Dr Pierre Moutin et Dr Marc Schweitzer, Les crimes contre l'humanité. Du silence à la parole. Études cliniques, PUG/FMD, 1994 *

Wolfgang Sofsky, L'organisation de la terreur.
 Les camps de concentration, Calmann-Lévy,
 1995

- Tzvetan Todorov, *Face à l'extrême*, Le Seuil, 1994 *
- Enzo Traverso, La violence nazie. Une généalogie européenne, La Fabrique, 2002 *
- Maurice Voutey, Les camps nazis. Des camps sauvages au système concentrationnaire 1933-1945, Graphein/FNDIRP, 1999
- Annette Wieviorka (dir.), Les procès de Nuremberg et de Tokyo, Éditions Complexe, 1996

TÉMOIGNAGES ET RÉCITS

- Robert Antelme, *L'espèce humaine*, Gallimard, coll. Tel, 1996 (La Cité universelle, 1947)*
- Marie-José Chombart de Lauwe, *Résister toujours*, Flammarion, 2015
- Charlotte Delbo, *Auschwitz et après*, I, II et III, *Les* Éditions de Minuit, 1970-1971
- Imre Kertesz, Ê*tre sans destin*, Actes Sud, 1998 (Szépirodalmi, 1975) *
- Primo Levi, *Si c'est un homme*, Julliard, coll. Pocket, 1987 (Da Silva, 1947)
- Louis Martin-Chauffier, L'homme et la bête, Gallimard, coll. Folio, 1995 (Gallimard, 1947)
- David Rousset, L'univers concentrationnaire, Hachette Littératures, 2003 (Éditions du Pavois, 1946) et Les jours de notre mort, Hachette Littératures, 1993 (Éditions du Pavois, 1947) *
- Carl Schrade, Le vétéran. Onze ans dans les camps de concentration, Fayard, 2011
- Élie Wiesel, *La nuit*, Éditions de Minuit, 2007 (Éditions de Minuit, 1958)

2

LE PORTAIL NATIONAL DU CNRD

www.reseau-canope.fr/cnrd

Pensé comme l'interface officielle du CNRD, le portail national recense et crée les liens vers toutes les ressources produites par tous les partenaires du CNRD partout en France (fédérations et associations, musées et mémoriaux, archives et centres de documentation, réseau Canopé, etc.). Il permet notamment de consulter une version feuilletable et interactive du dossier national, un ensemble documentaire et une sitographie sur le thème 2017. Le portail national permet en outre l'accès aux archives des thèmes des années précédentes et propose des conseils et des pistes pédagogiques et méthodologiques pour les élèves et leurs enseignants qui préparent le CNRD.

Voir notamment les ressources pour les thèmes: «Le travail dans l'univers concentrationnaire nazi» (2007), «Les enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi» (2009), «Résister dans les camps nazis» (2012), «La libération des camps nazis, le retour des déportés et la découverte de l'univers concentrationnaire» (2014), «Résister par l'art et la littérature» (2016).

Le MRN est partenaire du portail national

LE SITE DU MRN

www.musee-resistance.com/cnrd

Le MRN propose sur son site des compléments au dossier CNRD.

La négation de l'homme dans l'univers concentrationnaire nazi

Problématique et perspectives du thème

Travailler sur le thème retenu par le jury national du CNRD pour 2017, c'est pénétrer au plus profond de l'expérience totalitaire nazie, au cœur de son projet criminel.

La négation de l'homme dans l'univers concentrationnaire nazi trouve son origine dans l'idéologie développée par Hitler et ses complices. Fondé sur un dévoiement de l'idée de nature et sur l'existence supposée de races humaines, le nazisme détermine ceux qui appartiennent à la «race supérieure», dite «germanique» ou «aryenne» et leur arroge le droit de dominer les « races » considérées comme «inférieures», en premier lieu la «race juive». Cette perception de l'humanité se traduit par l'élimination de membres de la «race inférieure» qui, selon les critères nazis, présentent des «tares» et ne méritent pas de vivre. Réécrivant l'histoire, les idéologues nazis désignent les forces censées représenter un danger pour l'Allemagne et appellent les Allemands à les combattre sous la direction d'un guide, pour les séparer de la population allemande, les chasser des territoires allemands voire les anéantir pour éviter toute menace dans l'avenir de l'Allemagne.

Les camps de concentration, ouverts pour briser l'opposition politique, deviennent rapidement des instruments au service du projet idéologique nazi. La répression qui s'exerce sur les détenus est en phase avec la vision du monde des nazis. Cette logique répressive se renforce à mesure que le système concentrationnaire se développe et demeure quand la logique économique de la Guerre totale tend à s'imposer dans le fonctionnement des camps de concentration. Les témoignages laissés par les détenus décrivent une mécanique implacable, des-

décrivent une mécanique implacable, destinée à utiliser l'humain jusqu'aux limites de sa résistance physique ou psychologique, à remplacer tout homme devenu inutile par un autre comme s'il ne s'agissait que d'éléments interchangeables. Malgré la volonté de tenir et de faire face, malgré les solidarités individuelles et collectives, la plupart des déportés ont eu le sentiment d'avoir été privés de leur dignité et de leur intégrité, parce que niés en tant qu'êtres humains.

Dans les camps d'extermination, les nazis ont poussé jusqu'à son terme la négation de l'homme. Le processus génocidaire, amorcé par l'idée d'une sous-humanité, est mis en œuvre par les exécutions de masse

par balles puis par l'ouverture des centres de mise à mort. Le massacre rationalisé et organisé de millions d'êtres humains, parce que juifs, parce que ne devant pas vivre selon les critères nazis, a marqué l'entrée de l'humanité dans une ère nouvelle et inquiétante. C'est pourquoi, avant même la fin de la guerre, s'est posée la question du jugement des criminels et de leur condamnation, du fait de l'ampleur des crimes commis, complètement révélés après la découverte des camps et les enquêtes qui ont suivi. Immédiatement, les rescapés, mais aussi les philosophes, les penseurs politiques, les théologiens, mais aussi les historiens, les juristes, les scientifiques, ont tenté de réfléchir sur ce qui s'était passé dans les camps nazis. De grands textes en ont résulté. Certains s'interrogent sur la condition humaine, tels ceux de Robert Antelme et de Primo Levi, d'autres la font progresser, comme le Code de Nuremberg ou la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Les candidats au CNRD sont conviés à prendre la mesure des événements dramatiques qui se sont déroulés dans l'univers concentrationnaire et à comprendre comment de tels actes ont pu se produire. Ils sont surtout incités à repérer comment les déportés sont parvenus à faire face, ont voulu demeurer ou sont restés des êtres humains à part entière malgré les tentatives de déshumanisation individuelle ou collective mises en œuvre par les SS et leurs complices. Le thème 2017 du CNRD ne doit donc pas être abordé comme la seule évocation de l'entreprise de destruction d'hommes par d'autres hommes au nom d'une vision inégalitaire de l'humanité mais comme la démonstration de la capacité des êtres humains à défendre et à faire vivre un idéal de liberté et de solidarité pour tous au nom de l'unicité de l'espèce humaine.

Sommaire

Partie 1

| a négation de l'homme au cœur du nazisme (1933–1939) | 3 8 | à 9 |
|--|-----|------|
| 'idéologie nazie, une vision inégalitaire de l'humanité | 4 | |
| a négation de l'homme dans les premiers camps nazis | | |
| es dénonciations en Allemagne et en France | 8 | |
| | | |
| Partie 2 | | |
| ans les camps de concentration, nier l'homme pour le briser plus rapidement (1940-1945) | 10 | à 18 |
| 'évolution du système concentrationnaire | 10 |) |
| In système pensé pour désorienter et briser l'homme | 11 | |
| tésister à la déshumanisation dans les camps de concentration | 17 | , |
| | | |
| Partie 3 | | |
| ans les camps d'extermination, nier l'homme pour le détruire plus facilement (1941-1945) | 19 | à 25 |
| e l'exclusion à l'extermination génocidaire | 19 |) |
| es centres de mise à mort pour détruire les hommes | 20 |) |
| tésister à la destruction de l'homme dans les camps d'extermination | 22 | ! |
| | | |
| Partie 4 | | |
| près la libération des camps | 26 | à 31 |
| e choc de la libération des camps nazis | 26 | j |
| our les victimes, se reconstruire en tant qu'être humain | 27 | , |
| our les bourreaux, sanctionner les responsables | 28 | 3 |
| lenser l'humanité après les camps | 30 |) |
| | | |

La négation de l'homme au cœur du nazisme (1933–1939)

1 - L'idéologie nazie, une vision inégalitaire de l'humanité

L'idéologie nazie ne naît pas de toutes pièces ni du néant. Hitler et un certain nombre de théoriciens du nazisme s'inspirent plus ou moins directement d'idées diffusées en Allemagne au cours du XIX^e siècle. Longtemps, on a pensé le nazisme comme une pratique du pouvoir fondé sur des idées simplistes. Les historiens des idées ont montré que le nazisme s'appuie aussi sur une théorie politique et une vision du monde élaborées.

Une idéologie issue du mouvement völkisch

Le socle de l'idéologie nazie est la pensée völkisch qui se structure au moment de la fondation de l'Empire allemand. Le mouvement völkisch (de Volk, peuple en allemand) est un populisme de droite, fondé sur une vision du monde centrée sur l'idée de nature, de race et d'identité. La pensée völkisch se développe à partir des productions d'origine allemande telles celles des néoromantiques qui remettent à l'honneur une histoire et des traditions supposées germaniques.

À la fin du XIXe siècle, les idées völkisch sont relayées dans la population par un grand nombre de groupements et d'associations, actives notamment auprès des jeunes Allemands. Elles accompagnent la montée en puissance politique et économique de l'Empire allemand. La primauté du peuple allemand doit être assurée au nom des lois naturelles et raciales qui la fondent. En cela, les idées völkisch s'opposent radicalement aux idées socialistes qui défendent l'égalité des droits naturels de tous les hommes, héritage du siècle des Lumières et de la Révolution française, et la solidarité internationaliste (ces idées trouvent leurs limites dans les politiques coloniales conduites par les États européens). Si le mouvement völkisch envisage une révolution conservatrice pour imposer ses idées, il regarde vers le passé, tandis que le mouvement socialiste prépare une révolution prolétarienne résolument tournée vers l'avenir.

Pour consulter la version développée, voir <u>www.musee-resistance.com/cnrd</u>

BIOGRAPHIE

Dietrich Eckart (1868-1923), maître à penser d'Hitler

Né dans une famille aisée, il devient auteur de théâtre, d'abord sans succès. Après avoir dilapidé la fortune familiale, il connaît la misère. En 1912, l'adaptation en allemand de Peer Gynt, d'Henrik Ibsen, lui vaut la reconnaissance attendue, à Berlin puis à Munich. Il se fait le chantre des idées völhisch, notamment avec son journal Aufgut Deutsch (En bon Allemand), nationaliste et antisémite. En 1919, membre du Parti des travailleurs allemands (DAP), il fait la connaissance d'Adolf Hitler et voit en lui le Führer dont l'Allemagne a besoin. Il prend en charge son éducation politique, exacerbe son antisémitisme, et l'aide à perfectionner sa technique oratoire et sa gestuelle. Il pousse Hitler à prendre le contrôle du DAP qui le transforme en NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands ou Parti nazi). Il rachète le Völhischer Beobachter (L'Observateur populaire) qui devient l'organe officiel du NSDAP. Il soutient Hitler face à ses opposants au sein du Parti nazi et participe au putsch de Munich. Il décède peu après d'une crise cardiaque. Hitler achève son manuscrit de Mein Kampf par une dédicace à Dietrich Eckart, son maître à penser.

Une idéologie qui justifie la domination de la «race supérieure»

Les crises successives qui frappent l'Allemagne des années 1919-1923 redonnent une vigueur nouvelle aux idées völkisch. La défaite militaire, la naissance difficile de la république, les pertes territoriales, l'effondrement économique créent un sentiment d'inquiétude voire d'angoisse pour de nombreux Allemands qui trouvent des réponses dans la nostalgie d'une grandeur passée (une Allemagne idéalisée peuplée de Germains agriculteurs) et dans celle d'un responsable unique des problèmes du pays (le «Juif», défini par la race), complice de tous les bouleversements en cours (depuis la prise du pouvoir par les communistes en Russie - le « complot judéo-bolchevique » - jusqu'au contrôle de l'économie capitaliste - la « ploutocratie juive » -). Au début des années 1920, une multitude de formations politiques plus ou moins influentes propagent ces discours nationalistes et antisémites, dont le Parti nazi. Hitler et les divers idéologues nazis contribuent ainsi à l'adaptation du corpus intellectuel du mouvement völkisch au contexte de l'Allemagne de l'après-guerre. Il faut se rappeler qu'un grand nombre de sympathisants et de militants du mouvement völkisch puis du Parti nazi ont connu l'expérience de la Grande Guerre. Cette génération du feu s'est accoutumée à la violence de masse et est devenue plus indifférente à la vie humaine. Le rejet des Lumières par l'idéologie völkisch trouve un prolongement dans le délitement des droits qui protègent l'intégrité physique de la personne humaine et dans la justification voire l'apologie d'actes considérés normalement comme criminels. La guerre est perçue non plus comme un affrontement entre nations mais comme un conflit de civilisations. La relégation de l'ennemi au rang de barbare et son animalisation, caractéristiques de la propagande de guerre, participent au processus de brutalisation des esprits, qui survit à la fin du conflit mondial.

Cette fascination pour la violence en général et pour la guerre en particulier, qui est censée révéler les hommes à eux-mêmes, est une des composantes du fascisme et de sa déclinaison nazie. Associée à la vision inéga-

litaire du monde et à la définition de «races inférieures », l'acceptation de la destruction de l'autre comme solution ou comme seule issue possible a des effets dévastateurs.

La guerre n'exerce pourtant pas le même attrait chez tous les Allemands. Un fort mouvement pacifiste se développe, qui se traduit par un rapprochement avec la France dans les années 1920. Les nazis ne manquent pas de dénoncer ce qu'ils considèrent, à l'instar de tous les nationalistes allemands, comme une marque de faiblesse, voire une trahison. Cependant, ils construisent un discours qui se veut rassurant, promettant aux Allemands le retour à la prospérité et à un âge d'or qu'ils situent dans un passé mythifié. Parallèlement, ils annoncent un retour à la grandeur par la remise en cause du traité de Versailles et par la conquête d'un espace vital (Lebensraum). Privée de ses colonies par les vainqueurs, l'Allemagne doit se tourner vers les territoires d'Europe de l'Est, peuplés de Slaves qui seront expulsés, éliminés ou réduits en esclavage. Dès les années 1930, les nazis élaborent un projet très avancé de mise en valeur des territoires conquis à l'Est (Generalplan Ost).

Bien qu'obsédés par les questions raciales, les nazis ne désirent aucunement construire un «homme nouveau», mais ils visent au contraire à retrouver la «pureté» originelle de l'«homme germanique». Cette volonté de préserver la «pureté» de la «race supérieure» aboutit à la mise en pratique des théories eugénistes et au lancement de l'*Ahtion* T4, un programme d'euthanasie de masse.

La loi du sang

[Les] lois naturelles sont la seule législation valable et reconnue par le III^e Reich, les seules lois que les législateurs et les juges doivent se borner à transcrire. Le retour à l'origine est un retour à la naissance, c'est-à-dire à la nature. Ce qui vaut pour tous les domaines de la norme et de l'action : il faut frapper les Russes parce que, par nature, ce sont des animaux qui ne comprennent que cela. Il ne faut pas trop les nourrir car, par nature, leur estomac est élastique et rétractile, il s'adapte. Quant à la limite orientale du Reich, elle est fixée par l'extension maximale du hêtre, essence germanique.

La nature législatrice est partout à l'œuvre, ce qui simplifie tout. Plus d'interrogation ni de débat, plus de discussion sur le forum externe ou dans le for intérieur : l'obligation de l'ancienne morale et de l'ancien droit (je dois, car je peux ne pas) est remplacée par la nécessité, incoercible (je ne peux pas ne pas).

Johann Chapoutot, *La loi et le sang. Penser et agir en nazi*, Gallimard, 2014, page 529

Une idéologie qui contamine toute la société allemande

L'idéologie *völkisch* soumet l'individu à la communauté du peuple (le *Volk*, défini par la race), et place le peuple sous l'autorité d'un chef, qui en est à la fois son émanation et son incarnation. Cette conception du pouvoir structure le Parti puis l'État nazis : le *Führer* pense et parle au nom du *Volk*, à charge pour les responsables du Parti puis de l'État, à tous les niveaux, de traduire ses pensées et ses paroles en actes.

Si tous les Allemands n'adhèrent pas à l'idéologie nazie, largement diffusée par la propagande officielle, peu contestent de manière virulente la politique du régime. L'efficacité de la répression et une forme de fatalisme incitent les opposants potentiels à faire preuve de prudence et la plupart des Allemands à montrer une adhésion de façade. En effet, tous ceux qui critiquent ou s'opposent à l'idéologie et au régime nazis sont considérés comme des « ennemis de l'État » – ou comme leurs complices – et sont donc passibles d'arrestation par la Gestapo (Geheime Staatspolizei, police secrète d'État).

La disparition de toute forme d'expression libre, consécutive à l'élimination des organisations ou des institutions – en dehors des Églises – en mesure de porter une parole contestataire et fédératrice, se traduit par l'éclatement et l'atomisation de l'opinion. Chaque Allemand se retrouve isolé dans sa

sphère familiale, amicale et professionnelle. Sa vision de la situation de l'Allemagne et du monde est de plus en plus déterminée par ce qu'en montrent les différents médias, passés sous le contrôle total du régime nazi.

Progressivement, la population allemande intègre l'idée que les détenus des camps de concentration méritent leur sort, quel que soit le motif pour lequel ils ont été enfermés. Les discours sur les « déviances sociales » sont très insidieux car ils visent des catégories marginales de la population pour lesquelles les solidarités sociales sont peu à même de se développer. La diversification des motifs de détention dans les camps de concentration participe au brouillage et renforce l'idée que cela concerne globalement des «ennemis de l'État» et des «asociaux». La plupart des Allemands peuvent avoir le sentiment qu'ils ne sont pas exposés à la menace du Konzentrationslager et que, par conséquent, ils n'ont pas de raisons particulières d'en savoir plus que ce qu'en disent les informations officielles. Un processus équivalent conduit la population allemande à éviter de s'interroger sur la légitimité des persécutions antisémites et à ne pas s'inquiéter plus que nécessaire du sort réservé aux juifs allemands puis européens.

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

Les lois de Nuremberg (1935)

Les lois de Nuremberg soulignent les limites théoriques du racisme nazi. Après des débats entre les théoriciens du racisme, les décrets d'application des lois s'efforcent de préciser les critères raciaux qui permettent de distinguer les «Juifs intégraux» (dont au moins trois grands parents sont de «race juive») et les «Juifs métissés» (ou Mischlinge, dont un ou deux grands parents sont de «race juive») pouvant encore être considérés comme des Allemands. Cependant, l'appartenance à la «race juive» ne peut être définie que par l'appartenance à la «communauté religieuse juive» des grands-parents. La théorie des races ne peut être prouvée dans les faits.



Organigramme explicatif des lois de Nuremberg, publié par le Comité du Reich du Service de santé du Peuple, 1935 (coll. DHM — Musée historique allemand, Berlin).

Les nazis et les noirs

Pour les nazis, les Africains noirs font partie de la sous-humanité des «races inférieures», mais la question noire n'a pas la même importance que la question juive car l'Allemagne a perdu ses colonies africaines. Cependant, au racisme des colonisateurs, les nazis substituent le racisme des «colonisés» en dénonçant l'occupation de la Rhénanie par des troupes coloniales françaises, pour la plupart noiresafricaines. Les Rheinlandbastard («bâtard de la Rhénanie »), nés de femmes allemandes et de soldats coloniaux, sont présentés comme le résultat d'un métissage dégradant et volontairement organisé. En 1939, Hitler écrit que «les Juifs sont responsables de la venue des Noirs en Rhénanie, avec pour but ultime l'abâtardissement de la race blanche qu'ils honnissent, afin d'abaisser son niveau culturel et politique pour que le Juif puisse la dominer». Sur les instructions d'Hitler, les Rheinlandbastard sont intégrés au programme de stérilisation forcée. Près de 400 en sont victimes.

Selon Alfred Rosenberg, dans *Le Mythe du XX*° *siècle*, la France est «à la pointe de l'abâtardissement de l'Europe par les Noirs [et peut à peine] compter parmi les États européens, mais plutôt comme un avantpont de l'Afrique, avec les Juifs à sa tête». Lors de la campagne de France en 1940, plusieurs massacres de troupes noires par les Allemands sont avérés.

Les nazis envoient des noirs dans les camps de concentration pour différents motifs, avant et pendant la guerre. S'ils ne sont pas visés en tant que noirs (aucun triangle ne les signale mais leur couleur de peau suffit à les distinguer des autres détenus), ils sont victimes des préjugés racistes des gardiens SS et de beaucoup de détenus qui n'ont jamais vu de gens de couleur. Les témoignages recueillis indiquent que les détenus noirs ont partagé le sort commun des déportés et qu'ils ont pu aussi bénéficier de la solidarité qui assurait la survie. Le nombre de noirs envoyés dans les camps de concentration n'est pas connu avec précision, non plus que le nombre de ceux qui sont morts en déportation.



Brochure de l'exposition *La Musique dégénérée* à Düsseldorf en 1939 (coll. DHM — Musée historique allemand, Berlin). Le musicien de jazz en couverture est censé illustrer la collusion entre la « musique nègre » et la « musique juive » contre la « musique allemande ».

L'Aktion T4

La loi du 14 juillet 1934 « pour la prévention d'une descendance héréditairement malade » prévoit la stérilisation d'un million de personnes. Les médecins allemands sont peu nombreux à protester car des mesures équivalentes ont été prises dans d'autres pays. Le programme s'arrête en août 1939.

Parallèlement, Hitler réfléchit à un nouveau programme visant à l'élimination des personnes «inaptes» à qui doit être accordée une «mort miséricordieuse». Ce programme, nommé Aktion T4 (pour Tiergartenstasse 4, adresse du bureau à Berlin d'où est dirigée l'opération), cible d'abord les enfants puis les adultes. L'objectif est de contribuer à la purification de la race allemande mais aussi de libérer des places dans les hôpitaux alors que la guerre commence (Hitler antidate le document qui lance l'opération au 1er septembre 1939, date du



début de la guerre). Des équipes de médecins et de techniciens sont chargées de faire fonctionner des centres d'euthanasie où plus de 70 000 personnes sont assassinées dans des chambres à gaz. Les familles finissent par s'inquiéter de ces morts trop nombreuses et suspectes et les Églises choisissent de rendre leurs protestations publiques. En août 1941, l'Aktion T4 s'arrête car les nazis veulent l'adhésion de la population alors que l'Allemagne est entrée en guerre contre l'Union soviétique. En outre, les quotas de malades à éliminer ont été atteints.

Affiche publicitaire pour *Neues Volk*, publication mensuelle du Bureau de la politique de la race du Parti nazi, 1938 (coll. DHM — Musée historique allemand, Berlin).

Le texte indique: «60 000 reichsmarks, voilà ce que coûte ce malade héréditaire à la communauté du peuple durant sa vie. Citoyen, c'est aussi ton argent.»

2 - La négation de l'homme dans les premiers camps nazis

La nomination d'Hitler au poste de chancelier n'est qu'une étape dans la conquête du pouvoir. Les nazis ont pour priorité la mise à l'écart de tous ceux qui peuvent les en empêcher. L'incendie du Reichstag le 27 février 1933, est l'occasion attendue pour prendre des mesures contre l'adversaire communiste, immédiatement accusé d'en être à l'origine. Dès le 28 février, en même temps que le décret « pour la protection du peuple et de l'État » limitant les libertés individuelles et collectives, Hitler obtient du président Hindenburg un décret instituant la Schutzhaft, la « détention de protection », à caractère politique. Désormais, toute personne suspecte peut être arrêtée et mise en détention administrative, hors de toute

procédure judiciaire, pour une durée indéterminée. Cette disposition juridique, éminemment problématique dans un cadre démocratique, devient une arme redoutable dans le cadre d'une dictature. Les communistes sont les premiers visés. Suivent les autres opposants politiques puis tous ceux que les nazis considèrent comme des asociaux ou des déviants.

Le fonctionnement des premiers camps

Les premiers camps sont gardés par des SA, comme celui d'Oranienburg, mais celui de Dachau passe sous l'autorité des SS en avril 1933. La mise à l'écart des SA après la «Nuit des Longs Couteaux» en juin 1934 profite aux SS. En 1934, l'Inspection des

camps de concentration (*Inspektion der Konzentrationslager* ou IKL) est confiée au SS Theodor Eicke. En 1935, Hitler décide de confier la garde des camps de concentration aux seuls SS.

En 1938, l'Inspection des camps de concentration quitte Berlin et s'installe à Oranienburg qui devient le centre du système concentrationnaire nazi. L'IKL détermine les conditions de vie des détenus, gère l'utilisation de leur force de travail, décide des peines devant leur être infligées ou des expériences médicales auxquelles ils sont soumis. Par ailleurs, les unités SS en charge de la garde des camps de concentration sont dorénavant formées à Oranienburg-Sachsenhausen. Les gardiens font l'objet d'une formation idéologique et

pratique qui vise à en faire des exécutants et des exécuteurs efficaces.

Les autorités SS, en premier lieu le SS-Reichsführer Heinrich Himmler, ont le souci de l'ordre. Dès la création des premiers camps, des règlements de détention sont rédigés afin de donner une apparence légale et normative à un mode de fonctionnement fondamentalement arbitraire et multiforme. Le règlement le plus connu est celui du camp de Dachau, rédigé par son commandant Theodor Eicke. Il s'agit d'organiser et de légitimer des pratiques répressives courantes tout en rappelant les gardiens à leur devoir d'obéissance. Par là même, comme l'a bien montré le juriste Nicolas Bertrand, ce règlement permet aux gardiens d'user plus facilement de la violence. En effet, le recours aux punitions corporelles est justifié à chaque fois que les détenus ne respectent pas le règlement, ce qui ne peut manquer de survenir tant les interdits sont nombreux. D'autres règlements comparables sont connus, tel celui du camp d'Esterwegen ou celui du camp de Lichtenburg.

Quand Theodor Eicke prend la direction de l'IKL, il s'efforce d'uniformiser les règlements des camps placés sous sa tutelle, mesure effective à la fin de 1938. L'objectif reste le même : les innombrables dispositions du régime de détention permettent au personnel SS d'avoir le sentiment d'agir dignement puisque, contrairement à des gardiens qui s'abaisseraient à exercer une violence arbitraire sur les détenus, ils ne font qu'appliquer strictement le règlement et rendre compte de leurs actes à leur hiérarchie en produisant de multiples rapports. La sanction des 25 coups de bâton sur les fesses, souvent mortelle mais prévue par le règlement, en est une terrible illustration.

Les détenus peuvent avoir conscience de ce cadre réglementaire mais ils ont le sentiment que la violence s'exerce de manière arbitraire, mais pas forcément de manière aléatoire. La mise en place des triangles pour distinguer les catégories de détenus les uns des autres correspond à l'application dans l'univers concentrationnaire de la vision fondamentalement inégalitaire du monde constitutive de l'idéologie nazie. À ce titre, les détenus identifiés comme politiques ou juifs sont les cibles privilégiées quand il s'agit de faire montre de rigueur dans l'application de la discipline.

La décision de déléguer une partie de l'administration du camp et de l'encadrement des détenus à certains d'entre eux participe également au renforcement de l'arbitraire et de la brutalité, comme l'a montré le sociologue Wolfgang Sofsky. En effet, dans les nouveaux camps, les SS désignent

comme chargés de fonction des détenus de droit commun connus pour leur aptitude à la violence. Ils comptent sur l'opposition qu'ils ont eux-mêmes favorisée entre les «triangles verts» (les «droit commun») et les «triangles rouges» (les «politiques»). Les chargés de fonction bénéficient d'avantages matériels qui les incitent à user de tous les moyens à leur disposition pour contenter les SS et conserver les places qu'ils leur ont attribuées. La délégation d'une partie de l'administration du camp et de l'encadrement des détenus permet aux SS de se décharger d'une partie des tâches ingrates, d'être moins souvent conduits à faire usage de la violence et d'être ainsi persuadés de la totale légitimité des sanctions qu'ils peuvent être amenés à prendre. Pour les détenus, cette mise à distance des SS se traduit par l'accroissement des sanctions et des coups car les chargés de fonction, en particulier les Kapos en charge de l'encadrement, préfèrent user de violence préventive pour satisfaire ceux qui les ont nommés et qui peuvent les remplacer à tout moment s'ils venaient à leur déplaire.

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

Détenus tirant un rouleau compresseur dans l'enceinte du camp de Dachau, photographie SS, 20 juillet 1938 (coll. Bundesarchiv).

Les détenus portent l'uniforme rayé des concentrationnaires. On distingue sur la jambe droite du pantalon, à hauteur de la cuisse, le signe distinctif de la catégorie du détenu et la bande blanche où figure le matricule. Les deux détenus au premier plan à droite sont identifiés comme juifs (superposition de deux triangles formant une étoile de David).

Le travail dans les premiers camps

Le travail auguel sont astreints les détenus n'a pas de logique économique dans un premier temps. Imposé de manière brutale et pénible, il est uniquement un moyen de briser la résistance physique et psychologique des internés. Cette situation explique que les premiers camps sont assimilés par l'opinion internationale à des bagnes, le travail forcé étant considéré comme un élément de la peine infligée aux détenus. Pour les nazis, la mise au travail est une forme de rééducation. En effet, ils considèrent les détenus comme des individus qui ne respectent pas les normes sociales et à qui il est donc nécessaire de réapprendre le devoir d'obéissance et la valeur du travail (d'où la formule inscrite à l'entrée de certains camps: « Arbeit macht frei », « Le travail rend libre»). Dans la pratique, le travail imposé

dans les premiers camps est le plus souvent totalement inutile et n'est que le prétexte de vexations et de violences.

À partir de 1936, avec le développement du système concentrationnaire, la SS utilise de manière plus rationnelle le potentiel économique des détenus. Ces derniers servent de main-d'œuvre à la construction des nouveaux camps et aux entreprises que la SS y installe (carrière et briqueterie notamment). Cependant, le travail demeure pour les détenus un danger de mort car l'encadrement des SS et des Kapos continue à mettre en avant la dimension répressive, en contradiction avec la logique économique qui voudrait que les détenus soient ménagés afin d'être plus productifs.

BIOGRAPHIE

Theodor Eicke (1892-1943)

Né en Moselle annexée par l'Empire allemand, Eicke entre dans les SA en 1928 et rejoint la SS en 1930. En 1932, il obtient le grade de SS-Oberführer (colonel). En juin 1933, il est nommé par Himmler commandant du camp de concentration de Dachau. Il fait preuve d'un antisémitisme et d'un antibolchevisme très virulents qui se retrouvent dans sa gestion du personnel du camp : «le but est de briser psychologiquement, moralement et physiquement les prisonniers ». Il est convaincu que les camps sont l'instrument le plus efficace pour détruire les ennemis du national-socialisme. En juillet 1934, Himmler le nomme inspecteur des camps de concentration et commandant des unités SS-Totenkopf (gardiens des camps). Il réorganise complètement le système concentrationnaire sur le modèle du camp de Dachau. En 1939, Eicke abandonne son poste d'inspecteur des camps et devient commandant de la division SS-Totenkopf, qui se distingue dès le début de la guerre par sa brutalité et sa férocité : exactions en Pologne, assassinat d'une centaine de prisonniers britanniques ou exécution sommaire de troupes sénégalaises et marocaines qui essayaient de se rendre en France. Les crimes de guerre se multiplient après l'engagement de la division sur le front de l'Est.

Theodor Eicke est tué le 26 février 1943 au cours d'une reconnaissance aérienne, en préparation à la bataille de Kharkov.

Le conditionnement des SS

Eicke enfonça dans la tête de ses hommes de la SS la notion de «dangereux ennemis de l'État» de façon si pénétrante et convaincante, en la prêchant ensuite durant des années, que tous ceux qui n'étaient pas mieux renseignés en étaient solidement imprégnés [...] Par ses enseignements continuels sur le danger que représentaient les détenus et par ses ordres correspondants, Eicke avait l'intention de soumettre ses hommes de la SS à un dressage contre les détenus [...] et d'éliminer d'avance tout mouvement de pitié. Il engendrait ainsi, par son influence durable, surtout dans les natures primitives, une haine, une antipathie à l'égard des détenus que les gens en dehors ne peuvent s'imaginer. Encore pendant de nombreuses années après qu'Eicke eut quitté le poste d'inspecteur [des camps de concentration], cet état d'esprit se faisait valoir chez tous ceux qui y étaient en service - les hommes de troupes de la SS et leurs chefs. Ces hommes des troupes de surveillance du temps où Eicke était commandant de Dachau détenaient ensuite les diverses fonctions de direction des KL [Konzentrationslager].

Extrait de l'autobiographie de Rudolf Höss publiée sous la direction de Martin Broszat en 1958, cité par Joseph Billig, *L'hitlérisme et le système* concentrationnaire, PUF, 1967, page 225

Le serment des personnels SS

Gardiennes et gardes signaient un engagement sur l'honneur dont l'aspect implicite était un pouvoir complet sur les détenus. Le premier paragraphe stipule que seul «Hitler décide de la vie et de la mort des ennemis de l'État ». Le deuxième ajoute «qu'aucun national-socialiste n'a le droit de porter la main sur un adversaire de l'État ou de le maltraiter corporellement ». Mais le troisième paragraphe conclut à la première personne du singulier: «Je déclare sous serment sur l'honneur que je suivrai fidèlement la volonté du Führer dans tous les cas, ce à quoi je m'engage en signant. » La priorité est donc mise sur le service du Führer, entendu comme l'intérêt général quoi qu'il en coûte. Si le dernier paragraphe l'exigeait, il fallait passer outre au deuxième qui prohibait la violence. Le document revenait à donner sa parole d'honneur de ne pas maltraiter les détenus pour un motif personnel.

Fabrice d'Almeida, Ressources inhumaines. La gestion des gardiens de camps de concentration, Pluriel, 2013, pages 60-61

3 - Les dénonciations en Allemagne et en France

Dès les premières semaines de la dictature nazie, des informations circulent hors d'Allemagne sur la mise en place de camps de concentration et sur le régime appliqué aux détenus dans ces camps.

Les premières sources d'informations sont alimentées par les services de propagande du nouveau régime. La publicité faite au système et à l'univers concentrationnaire vise à impressionner la population allemande, à neutraliser les velléités de résistance et isoler par un mur de peur les militants antinazis du reste de la population. À titre d'exemple, l'ouverture du camp de Dachau est annoncée par Himmler au cours d'une conférence de presse reproduite par le journal bavarois Münchner Nueste Nachrichten le 21 mars 1933. Les nazis voulant prouver au monde leur respectabilité, ils autorisent, sans censure, des journalistes étrangers à enquêter sur le nouveau régime. C'est ainsi que Philippe Soupault et Marie-Claude Vaillant-Couturier réalisent en mai 1933, pour le magazine Vu, un reportage en Allemagne. Ils rapportent en France les premiers clichés pris à la sauvette de détenus antinazis au camp d'Oranienburg, récemment ouvert dans une caserne de la banlieue de Berlin, qu'ils ont pu visiter.

Rapidement aussi, les antinazis parviennent à fournir des informations sur les camps. Ils proviennent de militants comme Hans Bemleir qui s'est évadé d'un camp et est parvenu à quitter le pays ou de familles de détenus qui, malgré les représailles encourues, ont réussi à faire sortir clandestinement d'Allemagne les messages des leurs. Ces informations deviennent les seules sources fiables face à la propagande nazie qui continue à présenter une version des camps de concentration acceptable par l'opinion publique et à justifier l'internement des ennemis du régime.

Malgré leurs efforts, les nazis doivent affronter des campagnes d'opinion internationales qui dénoncent leurs exactions et leurs mensonges. Une première campagne concerne le procès de Leipzig (septembre-décembre 1933) dont les accusés communistes sont désignés à tort comme les responsables de l'incendie du Reichstag: c'est l'occasion de rappeler les détentions abusives dans les camps de concentration dont sont victimes les militants communistes et sociaux-démocrates allemands. Une deuxième campagne en faveur de l'attribution du prix Nobel de la paix à Carl von Ossietzky, démocrate et pourfendeur du réarmement allemand, révèle le traitement infligé aux détenus des camps de concentration. Interné à Esterwegen, puis libéré du fait des pressions internationales, il est très affaibli lorsqu'il reçoit son prix en 1936 et meurt en 1938. Une troisième campagne se développe à la suite de la «Nuit de Cristal» (9-10 novembre 1938) après les pogroms et l'internement de plus de 25 000 juifs dans les camps de Dachau, Buchenwald et Sachsenhausen. La plupart des internés sont libérés à la condition de quitter l'Allemagne avec leur famille en abandonnant l'essentiel de leurs biens. Au même moment, les démocraties occidentales restreignent l'entrée sur leur territoire des juifs demandeurs d'asile. En France, ces informations ne laissent pas indifférent. Aux côtés des partis politiques de gauche, des syndicats, des associations humanitaires et antiracistes comme le Secours populaire français ou la Ligue internationale contre l'antisémitisme, des organisations spécifiques comme le Comité Thälmann (dirigeant du Parti communiste allemand mis en détention) naissent pour alerter et mobiliser la population par voie de presse (journaux, tracts, brochures, etc.). Le rôle des antinazis allemands puis autrichiens en exil (communistes et socialistes) est essentiel dans ce mouvement de dénonciation. Leur presse en langue allemande (AIZ ou Pariser Tageblatt) nourrie d'informations sorties clandestinement d'Allemagne via la Tchécoslovaquie (jusqu'en 1938), la Suisse ou la Belgique, relayées le plus souvent par le Royaume-Uni, est la source à laquelle s'abreuvent les publications françaises. Les écrits des antinazis en allemand sont traduits rapidement, tel le témoignage de Wolfgang Langhoff (Les soldats du marais. Sous la chlague des nazis, Plon, 1935, qui contient le Chant des marais) ou l'étude préfacée par Romain Rolland (Le peuple allemand accuse, Éditions du Carrefour, 1938).

Malgré les entraves officielles suite aux pressions de l'ambassade d'Allemagne sur le gouvernement français, des conférences, des expositions sont aussi organisées, particulièrement en 1937 lors de l'Exposition internationale de Paris. Sous le titre *Cinq ans de dictature hitlérienne*, ces manifestations tentent de dévoiler les mensonges de la propagande nazie diffusée par le pavillon allemand de l'exposition est relayée par des officines fascistes françaises, tel le Comité France-Allemagne.

La dénonciation des camps nazis est concurrencée par celle des autres crimes commis dans un contexte international qui se dégrade. Les partisans de la paix et les défenseurs des droits de l'homme s'inquiètent des exactions commises par l'Italie en Éthiopie, par le Japon en Chine ou par les forces italiennes et allemandes venues soutenir la rébellion franquiste en Espagne. Les bombardements des populations civiles de Madrid ou de Guernica prennent le devant dans l'actualité. Aux portes de la France, ce nouveau front de lutte contre le franquisme et ses alliés fascistes et nazis mobilise l'essentiel des élans de solidarité. Le soutien envers les victimes de la terreur en Allemagne puis en Autriche annexée, détenues dans les camps de concentration est relégué au second plan (même si le Chant des marais, transmis par l'intermédiaire de brigadistes allemands, devient populaire parmi les partisans de la République espagnole).

La politique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne nazie (non intervention en Espagne et accords de Munich) adoptée par les gouvernements français successifs se poursuit par l'internement des exilés antinazis et antifascistes puis des républicains espagnols dans des camps un peu partout en France. Cette politique sème inéluctablement le trouble dans les rangs des démocrates et détourne, à nouveau, leurs actions de solidarité vers ces nouvelles victimes, laissant en retrait le soutien aux internés des camps de concentration nazis.

L'entrée en guerre en septembre 1939 modifie la donne. Ce n'est pas seulement, comme par le passé, à l'Allemagne que la guerre est déclarée, mais à une dictature : le régime nazi. La terreur nazie en Allemagne, et notamment le système concentrationnaire, devient un sujet pour toute la presse française, y compris pour des organes qui avaient montré peu d'intérêt jusqu'alors, tel le magazine *Match* (qui publie un reportage sur le règlement du camp de Dachau en janvier 1940).

Mon Combat, la version française de Mein Kampf

Fernand Sorlot est un militant nationaliste germanophobe. Admirateur du fascisme mussolinien, il se montre inquiet devant les ambitions allemandes et voit tout l'intérêt politique mais aussi commercial de la publication de Mein Kampf en Français. Après avoir essuyé un refus de la part de l'éditeur allemand, il trouve des appuis au ministère des Anciens Combattants qui l'aident à constituer une équipe de traducteurs pour mener à bien le projet d'une traduction non autorisée. L'ouvrage est tiré à 8 000 exemplaires en février 1934. Il comporte une préface justifiant la familiarisation du peuple français avec un texte qui le prend pour cible et qui lui promet une «guerre sanglante». Il est aussi pourvu d'une injonction du maréchal Lyautey : «Tout Français doit lire ce livre.»

L'éditeur allemand obtient la condamnation de l'éditeur français et la suspension de la parution, mais la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) rachète 5 000 exemplaires qu'elle diffuse pour informer des leaders d'opinion sur la réalité du nazisme. Il faut attendre 1939 pour qu'une nouvelle édition intégrale de *Mein Kampf* soit publiée en français. Cet ouvrage comme le précédent sont interdits sous l'Occupation.

D'après l'article d'Emmanuel Debonno, «Publier Mein Kampf en français (1934)», Les blogs du Monde, octobre 2015



«Des travailleurs comme des animaux de trait! L'enfer du camp de concentration». Couverture du magazine antinazi AIZ, nº 28, 20 juillet 1934 (coll. Musée de la Résistance nationale/ Champigny)

BIOGRAPHIE

Hans Beimler (1895-1936)

Ouvrier et syndicaliste, il est un des dirigeants fondateurs du Parti communiste allemand. Il est élu député au parlement de Bavière puis au Reichstag en 1932.

Arrêté le 11 avril 1933, il est interné au camp de concentration de Dachau dont il s'évade dans la nuit du 8 au 9 mai, après avoir tué son gardien SA et s'être déguisé avec son uniforme.

Hans Beimler trouve refuge à Prague, à Zürich, puis en France où il organise l'assistance aux exilés allemands. Dès son exil à Prague, il témoigne de son internement au camp de Dachau. Son livre Im Mörderlager Dachau. Vier Wochen unter den braunen Banditen (Le camp de la mort de Dachau. Quatre semaines chez les bandits bruns) est le premier qui dévoile l'univers concentrationnaire nazi. D'abord publié en URSS en 1933, l'ouvrage est diffusé par la suite au Royaume-Uni, en France et en Espagne.

Dès le début de la guerre d'Espagne, Hans Beimler rejoint Barcelone et organise le bataillon Thälmann de combattants volontaires venus d'Allemagne, d'Autriche, des pays scandinaves et de Suisse pour défendre la République espagnole. Il est tué à Madrid, le 1^{er} décembre 1936, lors d'une mission de reconnaissance. Il devient une légende. Plus de 2 millions d'Espagnols se recueillent devant son cercueil. La XI^e brigade des volontaires internationaux porte son nom et un hymne (*Beimler Lied*) est composé en son honneur. Ce chant est régulièrement entonné en Espagne par les brigadistes allemands (avec *Wir sind die Moor Soldaten, Nous sommes les soldats du marais*, connu en France sous le nom de *Chant des marais*).

Dans les camps de concentration, nier l'homme pour le briser plus rapidement (1940–1945)

1 - L'évolution du système concentrationnaire

Le déclenchement de la guerre en Europe entraîne une mutation du système concentrationnaire. Au fur et à mesure des conquêtes territoriales, de nouveaux camps sont ouverts (Auschwitz en 1940; Natzweiler-Struthof, Stutthof, Majdanek, Theresienstadt en 1941). Ce nouvel ensemble de camps de concentration devient évidemment un instrument de répression pour les opposants et les résistants des territoires annexés et occupés par l'Allemagne nazie, ce qui entraîne une internationalisation des détenus. Entre 1939 et 1942, la population totale des camps passe de près de 20 000 à près de 90 000 détenus.

Les revers militaires de l'Allemagne nazie à partir de 1942 conduisent Hitler à mettre en œuvre la guerre totale, officiellement proclamée en janvier 1943. Afin de remplacer les ouvriers allemands mobilisés pour compenser les pertes et de lancer un vaste programme d'armement visant à redonner la supériorité matérielle à l'armée allemande, il faut trouver la main-d'œuvre nécessaire. Partout dans l'Europe occupée, les nazis recherchent les hommes et les femmes aptes au travail. Toutes les méthodes sont utilisées, depuis l'appel au volontariat jusqu'au travail forcé, en passant par la réquisition

obligatoire. L'engagement dans la guerre totale ouvre donc de nouvelles perspectives à la SS qui développe ses propres entreprises et multiplie les partenariats avec des entreprises privées en mettant à leur disposition la main-d'œuvre concentrationnaire.

L'expansion du système concentrationnaire au cours des dernières années de la guerre trouve donc sa justification dans le besoin de main-d'œuvre mais elle correspond aussi à la volonté de la SS d'étendre son pouvoir aux missions économiques et, ainsi, de se rendre indispensable. Plus le système concentrationnaire est développé, plus la SS est en position de force pour négocier avec ses concurrents, plus l'ensemble de l'appareil de sécurité et de répression devient indispensable. Pour la SS, il n'y a pas de contradiction entre la logique répressive et la logique économique. L'intensification du travail des détenus et leur exploitation jusqu'à la mort sont uniquement un changement de moyen de terreur. En janvier 1945, près de 715 000 détenus sont sous le contrôle de la SS dans les camps de concentration.

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

BIOGRAPHIE

Oswald Pohl (1892-1951)

Après avoir combattu dans la marine durant la Première Guerre mondiale, il suit des cours de commerce et de droit. Il acquiert des compétences dans le domaine de la gestion administrative. En 1925, il rejoint les SA puis le Parti nazi. En 1933, il rencontre Himmler et devient son protégé. En 1935, il est nommé trésorier du Reich et chef de l'administration de la SS.

En 1942, il est promu général de la *Waffen*-SS et devient le chef de l'Office central d'administration et de gestion économique de la SS (WVHA), auquel est rattachée l'inspection des camps de concentration (IKL). Il assure la gestion de l'ensemble du système concentrationnaire et demande que la capacité de production des détenus soit exploitée au maximum. En 1944, il perd l'administration des camps de concentration, mais conserve celle de la *Waffen*-SS.

Après la fin de la guerre, Pohl parvient à se cacher pendant un an. Capturé par les Britanniques en 1946, il est jugé le tribunal militaire en charge du procès du WVHA. Condamné à mort en novembre en 1947, il est exécuté en juin 1951. Jusqu'à la fin, il clame son innocence en affirmant qu'il n'a été qu'un simple fonctionnaire.

L'internationalisation des détenus

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale puis la conquête par l'Allemagne nazie d'une grande partie du continent européen se traduisent par l'internationalisation de la population concentrationnaire. Aux Allemands et aux Autrichiens viennent s'ajouter les Tchèques, les Polonais, les Européens du Nord (Danois, Norvégiens) et de l'Ouest (Néerlandais, Belges et Français) puis la masse des Soviétiques (Russes, Ukrainiens et Biélorusses notamment), sans compter les républicains espagnols (considérés comme des ennemis apatrides) et les Italiens (devenus des adversaires après la chute du régime fasciste en 1943). La classification des détenus se complexifie. De nouvelles lettres apparaissent sur les triangles. La hiérarchie concentrationnaire est modifiée. Les détenus allemands et autrichiens sont mieux considérés - situation qui leur permet d'accéder à des postes de détenus chargés de fonction -. En effet, ils sont jugés plus proches racialement des SS que les Danois ou les Norvégiens, les Néerlandais ou les Tchèques. Selon les critères SS, les Belges et les Français pourraient s'imposer face aux Polonais, mais ils sont arrivés après eux dans les camps et n'ont pas pu occuper les fonctions les plus intéressantes dans la hiérarchie des détenus. Les Soviétiques, tous considérés comme Slaves, ou les Tsiganes ont un sort encore moins enviable. Au plus bas, se trouvent les juifs, dépossédés de leurs nationalités, cibles permanentes des SS. À Auschwitz, des juifs parviennent cependant à occuper des postes de Kapos et à entrer dans l'autoadministration des détenus du camp. Plus encore que pour les non-juifs, ces places relèvent du bon vouloir des SS.

Savoir parler allemand permet de se rapprocher du pouvoir SS et de devenir chargé de fonction, ce qui est à la fois un gage de survie et une source de danger, car il faut veiller à ne pas déplaire au maître. Par ailleurs, chaque détenu doit connaître et reconnaître son matricule en allemand, maîtriser le plus vite possible le vocabulaire de base des ordres des SS, pour pouvoir réagir à temps et ne pas recevoir de coups supplémentaires. Dans ce mélange de peuples et de nations, naît une langue originale, mêlant des mots issus de l'allemand et des langues des communautés les plus importantes, à la fois pauvre et créative, pour rendre compte d'un nouveau cadre de vie et d'une nouvelle organisation socio-économique et permettre la survie. Certains mots sont adoptés sans qu'on puisse être en mesure d'en connaître la raison, tel celui de « Musulman », qui désigne un détenu dans un état de maigreur et d'affaiblissement extrême, voué à une mort prochaine.

Le sort des prisonniers de guerre soviétiques

La guerre contre l'Union soviétique est d'emblée pensée comme une guerre d'anéantissement contre les communistes et les juifs, mais aussi contre les Slaves. Dès le mois de juillet 1941, Reinhard Heydrich ordonne l'intervention de la Gestapo dans les camps de prisonniers de guerre (PG) du front de l'Est pour identifier les cadres du Parti communiste, ainsi que les juifs. Tous doivent être transférés dans les camps de concentration pour y être exécutés. Pratiquement privés d'eau et de nourriture pendant le transport, nombre d'entre eux meurent avant l'arrivée à destination. Les rescapés, considérés comme des soushommes, sont victimes de meurtres de masse ou de mauvais traitements.

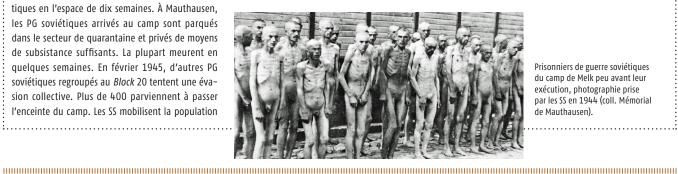
À Sachsenhausen, à l'automne 1941, les SS assassinent plus de dix mille prisonniers de guerre soviétiques en l'espace de dix semaines. À Mauthausen, les PG soviétiques arrivés au camp sont parqués dans le secteur de quarantaine et privés de moyens de subsistance suffisants. La plupart meurent en quelques semaines. En février 1945, d'autres PG soviétiques regroupés au Block 20 tentent une évasion collective. Plus de 400 parviennent à passer l'enceinte du camp. Les SS mobilisent la population

locale pour traquer et capturer les fuyards. Presque tous meurent d'épuisement ou sont exécutés dès qu'ils sont repris. Les PG qui n'ont pas pu participer à l'évasion sont mis à mort. Selon les SS, les Slaves ne méritent pas de vivre, plus encore ceux qui osent les défier. Seule une dizaine d'hommes échappe à

Environ 15 000 PG soviétiques sont internés à Auschwitz dès l'automne 1941. Ils sont affectés aux chantiers de construction du nouveau camp d'Auschwitz II-Birkenau. Les conditions de travail sont épouvantables et la plupart meurent avant la fin de l'année 1942. En septembre 1941, les SS assassinent 600 PG soviétiques et 250 malades de l'infirmerie du camp pour tester l'efficacité du zyklon B dans la chambre à gaz aménagée dans le sous-sol du Block 11 du camp d'Auschwitz I.



Arrivée au camp de Sachsenhausen de prisonniers de guerre soviétiques, septembre 1941 (coll. Narodni Archiv, Prague). Cette photographie prise par un SS fait partie d'un reportage destiné à une exposition sur les «sous-hommes slaves»



Prisonniers de guerre soviétiques du camp de Melk peu avant leur exécution, photographie prise par les SS en 1944 (coll. Mémorial de Mauthausen).

2 – Un système pensé pour désorienter et briser l'homme

L'encadrement des camps, pour surveiller, réprimer et punir

Pour faire fonctionner les camps, les autorités SS s'inspirent pour l'essentiel de ce qui a été mis en place pour les camps ouverts sous l'autorité de l'IKL. Une double hiérarchie encadre les détenus, celle des SS et celle des chargés de fonctions, même si la seconde et étroitement soumise à la volonté de la première. Jusqu'à la fin du système concentrationnaire, la logique répressive demeure le fondement du fonctionnement des camps principaux et des Kommandos, même si des différences importantes peuvent exister selon le type de travail à effectuer ou le type de surveillants auxquels les déportés ont affaire. Jusqu'au dernier moment, la gestion des camps sur le terrain repose sur la terreur organisée. Cette priorité est rappelée par la présence dans le camp de la Politische Abteilung, la section politique, dépendante de la Gestapo, qui gère les dossiers des personnes arrêtées, procède aux interrogatoires et souvent aux exécutions. La section politique du camp est un pouvoir redouté, à la fois par les déportés, mais pour aussi par les SS qui y voient une menace à leurs petits trafics au nom d'une rigueur morale dont ils savent si bien s'affranchir, ce qui est la source de nombreux conflits, notamment entre la Politische Abteilung et la Kommandantur.

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

Une organisation qui divise, fragilise et brise les détenus

Pour les déportés, le sentiment de déshumanisation commence avec le transport vers le camp. Le voyage dans les wagons de marchandise est la première expérience des conditions de promiscuité qui seront leur quotidien au camp. Pour ceux qui sont envoyés en Allemagne dans des wagons de voyageurs, en particulier pour ceux qui sont transférés vers les prisons du Reich, le temps du transport est davantage perçu comme un moment de répit.

L'arrivée au camp est un véritable choc. Les déportés découvrent immédiatement la violence concentrationnaire. La descente des wagons se fait sous les cris et les coups, avec les aboiements des chiens. Les discours d'accueil se veulent à la fois rassurants (qui obéit pourra espérer vivre) et menaçants (qui se rebelle sortira du camp par la cheminée du

La mise au pas des déportés commence par la perte de leurs biens précieux (même si on promet de les conserver), par celle de leurs vêtements (il faut supporter de se retrouver nus au milieu des autres, sous le regard arrogant des SS et des Kapos) et de ce qui constituait leur identité. Rasés totalement, pour-

11

vus d'une tenue hétéroclite (l'uniforme rayé n'est distribué qu'après l'étape de la quarantaine ou du départ en Kommando), désigné par un numéro matricule (cousu sur les vêtements et associé à un triangle de couleur), les détenus peinent à se reconnaître entre eux et devinent dans l'interrogation générale que chacun est devenu un autre.

Passée l'étape de l'arrivée, les déportés doivent apprendre les règles du camp, qui n'ont que peu à voir avec le règlement officiel. Il en va de leur survie. Très vite, les déportés comprennent qu'ils ne sont rien s'ils n'ont pas un intérêt, même minime, pour les détenteurs du pouvoir. Quelquesuns peuvent faire valoir une compétence professionnelle recherchée ou un talent particulier et s'en sortir un peu mieux, au moins temporairement. Pour tous, c'est la soumission au pouvoir absolu qui s'impose. Pour éviter les coups, il faut apprendre à repérer qui possède la réalité de l'autorité. Les SS sont évidemment les maîtres, mais ils ne sont pas présents en permanence dans le camp. Une posture respectueuse, qui consiste à se mettre au garde-à-vous, à enlever son couvre-chef et à baisser les yeux quand on croise un SS, peut suffire à éviter une réaction dangereuse de sa part. Les

BIOGRAPHIE

Irma Grese (1923-1945)

Née dans une famille d'agriculteurs, elle perd sa mère jeune. En 1936, elle s'engage dans le *Bund Deutscher Mädel* (Ligne des jeunes filles allemandes), équivalent féminin des Jeunesses hitlériennes.

Elle quitte l'école à 15 ans et exerce plusieurs métiers avant de devenir aide-soignante dans un hôpital de la SS. Ne parvenant pas à devenir infirmière, elle intègre en 1942 l'école de formation des *Aufseherin* (gardiennes auxiliaires SS) à Ravensbrück. En mars 1943, devenue SS, elle est mutée à Auschwitz. Elle montre rapidement ses capacités et devient après quelques mois *Oberaufseherin* (surveillante-chef). Elle est particulièrement redoutée par les détenues. En janvier 1945, suite à l'évacuation d'Auschwitz, elle revient à Ravensbrück, avant d'être nommée *Arbeitsdienstführerin* (chef du service du travail) à Bergen-Belsen en mars 1945.

Elle est arrêtée par les Britanniques, avec Rudolf Höss, commandant du camp, lors de la libération de Bergen-Belsen. À l'automne, elle est l'une des 44 accusés du procès de Bergen-Belsen. Elle est jugée responsable de mauvais traitements, d'actes dégradants, d'assassinats par balle et de sélections de détenus pour la chambre à gaz. Elle se considère comme non coupable et déclare que «c'était notre devoir d'exterminer les antisociaux afin d'assurer l'avenir de l'Allemagne». Elle est condamnée à mort et exécutée en décembre 1945.



Gardiennes SS du camp de Bergen-Belsen, après leur arrestation par les Britanniques, avril 1945 (coll. Imperial War Museum, Londres). La femme au centre, au premier plan, est Irma Grese.

Les gardiennes SS

La SS recrute des surveillantes mais elles ne peuvent être affectées que dans les camps où se trouvent des femmes et elles n'ont pas accès aux grades les plus élevés (Ravensbrück, camp de femmes, n'a été commandé que par des hommes). La brutalité des *Aufsehrinen* est comparable à celle des gardiens SS. Il en va de même pour les détenues chargées de fonctions. Le sexe ne change rien à l'affaire. Ces femmes disposant d'un pouvoir presque total sur d'autres femmes, et parfois sur des hommes, en profitent pour affirmer une domination qu'elles subissent par ailleurs dans leurs relations avec leurs homologues masculins – sans le même rapport de force et parfois en profitant d'une certaine complicité entre camarades –.

relations avec les détenus chargés de fonction sont plus complexes. Ils sont omniprésents et souvent imprévisibles. Les déportés savent que toutes les occasions sont bonnes pour leur faire sentir qui dispose de la force et qui détient l'autorité. L'obéissance n'est pas une alternative, c'est une nécessité, au moins en apparence.

La précarité de la vie au camp est entretenue par les conditions de logement et de nourriture, d'hygiène et de santé. Les SS sont censés donner aux détenus ce qu'il leur faudrait pour survivre, mais ce minimum n'est que théorique. Les responsables ne mettent pas en œuvre les moyens pour y parvenir et profitent des places qu'ils occupent pour multiplier les prélèvements à leur profit, ce qui renforce la pénurie. Quoi que disent les règlements, quelles que soient les sanctions promises aux contrevenants, les détenus sont constamment victimes de l'incurie et de l'incompétence des SS et des Kapos. Les quelques injonctions pour améliorer les conditions de vie dans les camps, notamment celles du WVHA suite à la nécessité de faire travailler les déportés pour l'économie de guerre, se traduisent par des améliorations passagères. Le ravitaillement en nourriture ou en médicaments redevient rapidement très insuffisant. L'action de la Croix-Rouge internationale ou l'arrivée de colis, encore possible pour certains détenus, ne peuvent modifier la situation en profondeur.

La masse des déportés est donc réduite à l'état de survie. Les plus anciens qui ont acquis l'expérience nécessaire et ont pu obtenir les places les plus intéressantes s'en sortent mieux que les nouveaux arrivés qui ont tout à découvrir. Les plus faibles, surtout s'ils sont isolés, disparaissent vite. Les plus forts doivent cependant se méfier car le camp est un monde incertain où les retournements peuvent s'opérer très rapidement. Pour casser les solidarités, les SS s'efforcent de créer des tensions entre détenus: des avantages ou des postes sont accordés à certains ou retirés à d'autres; les nationalités sont inégalement considérées, certaines sont privilégiées mais toutes sont mélangées; l'entassement, le dénuement et la promiscuité suscitent, au mieux, l'exaspération et incitent, au pire, à utiliser tous les moyens disponibles pour prendre le dessus sur les autres détenus, considérés comme des concurrents. Cette lutte pour la vie, y compris dans son expression la plus vile, a des effets dévastateurs. Les déportés les plus fragilisés par la faim, la fatigue ou la maladie s'effondrent d'autant plus vite qu'ils deviennent des cibles pour les prédateurs qui n'hésitent pas à s'emparer de tout ce qui peut avoir une valeur. Perdre un morceau de pain, c'est non seulement perdre un supplément de nourriture, c'est aussi voir diminuer ses chances de survie. Il en va de même pour le vol d'une paire de mauvaises chaussures, qui évitaient d'exposer les pieds aux blessures, ou pour la disparition d'une gamelle qui permettait de récupérer le peu de liquides distribués dans la journée.

La tentation de la faim et de la soif use les résolutions les plus tenaces et réveille les instincts les plus bas. Les plus déterminés à préserver leur humanité et leur dignité et à voir dans l'autre un humain comme eux peuvent à leur tour se laisser aller. Renoncer à s'épouiller alors que la vermine grouille, ramasser un peu de nourriture souillée et s'en délecter ou refuser de donner une petite portion de sa ration pour un plus mal en point, c'est constater que l'on tombe de plus en plus bas, que l'on se comporte tel qu'une bête le ferait voire ne le ferait même pas, que l'on abandonne sa condition d'être civilisé. Ce retour contraint et provoqué des déportés vers l'état de nature, vers un comportement que l'on peut qualifier de sauvage, a été vécu comme une situation dégradante et humiliante, conduisant à la perte de l'estime de soi et de sa dignité. Certains déportés en ont éprouvé un tel sentiment de honte et de dégoût pour eux-mêmes, qu'ils ont choisi la mort en renonçant à lutter ou en allant au-devant de la mort infligée par les SS ou les Kapos. Les autres se sont efforcés de faire face en tentant de céder le moins possible. Cette remise en cause des fondements de la condition humaine, par la destruction systématique des cadres structurants et constitutifs de l'être humain, en tant qu'individu et membre d'une collectivité, est une des caractéristiques de l'univers concentrationnaire. À leur retour, les déportés ont fait porter la responsabilité de cette déshumanisation aux SS (en parlant de négation de l'homme) et en ont dédouané au moins partiellement leurs camarades qui avaient pu se comporter de manière indigne. Cependant, beaucoup des rescapés ont dû vivre avec le souvenir du moment où, eux aussi, avaient pu céder face à la terrible adversité et pu renoncer, au moins un instant, au fait qu'ils étaient des hommes.

Uniformisation et réification

À partir de 1938, l'uniforme rayé est porté dans les camps par les détenus, hommes et femmes. Les cheveux sont rasés, les hommes doivent porter le calot et les femmes le fichu. Avec la pénurie de textiles, nombre de détenus sont habillés de vêtements de récupération, le plus souvent dépareillés et marqués d'une croix à la peinture ou d'un morceau de tissu pris sur un uniforme trop abîmé pour être réutilisé. C'est le cas pour les nouveaux arrivants placés en quarantaine avant leur entrée dans le camp. À la fin de la quarantaine, les détenus affectés à un Kommando doivent recevoir de l'Effektenkammer un uniforme rayé mais, dans les derniers mois du système concentrationnaire, beaucoup conservent par défaut leur tenue de bric et broc. Cependant, l'uniformisation reste la norme car les SS veulent gérer des groupes et non des individus.

La vie dans le camp est avant tout collective. Lors des décomptes durant les appels du matin et du soir, c'est le total qui intéresse les SS et non les unités correspondant à chaque détenu. Lors des déplacements, les déportés doivent se ranger par cinq (« zu fünf »), toujours pour faciliter le comptage.

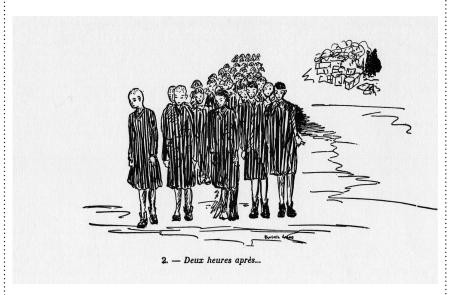
Cette gestion uniquement statistique des détenus a pour conséquence de leur faire perdre leur identité individuelle. Cette situation permet aux SS de pouvoir considérer les déportés comme des éléments d'une collectivité, des parties d'un tout, de simples pièces, des Stücke. Ce dernier terme est utilisé par les SS en interne et dans les contrats passés avec des entreprises privées. Cette réification des détenus, qui les transforme de fait en «choses», en les dépersonnalisant, facilite la gestion inhumaine des effectifs par les bureaucrates du camp et contribue à déculpabiliser davantage les exécuteurs sur le terrain.

BIOGRAPHIE

Eugen Kogon (1903-1987)

Né à Munich, d'une mère célibataire, juive d'origine russe, il est adopté par une famille allemande et catholique. Il fait des études de sociologie et s'intéresse à l'État fasciste. Journaliste démocrate-chrétien, il est opposé à la fois au socialisme et au nationalsocialisme. Arrêté à plusieurs reprises, il est finalement interné en 1939 au camp de Buchenwald. En 1943, il devient le secrétaire du médecin-chef du camp, le Dr Erwin Ding-Schuler qui se livre à des expérimentations médicales sur le typhus. Ayant gagné la confiance du médecin, il parvient par son entremise à sauver la vie de plusieurs détenus, dont Stéphane Hessel et Edward Yeo-Thomas. Le Dr Ding-Schuler lui sauve la vie à la libération. À peine libéré, il reprend son activité de journaliste et travaille à la rédaction d'un ouvrage permettant de comprendre l'organisation du système concentrationnaire. En 1946, il fait paraître Der SS-Staat, Das System der deutschen Konzentrationslager, vendu à 500 000 exemplaires en Allemagne, publié en France d'abord sous le titre L'Enfer organisé. Le système des camps de concentration (La Jeune Parque) puis sous celui de L'État SS (Le Seuil, 1970). Il témoigne au procès de Buchenwald en 1947. Engagé dans la vie publique jusqu'à son décès, il est considéré comme un des grands intellectuels ouest-allemands, comme une un des pères fondateurs de l'Europe et comme un des artisans du rapprochement Est-Ouest.

Faire perdre les repères



L'accueil des déportés à Neuengamme

Alors commença l'entreprise de déshumanisation. Nous portions encore, en piètre état, les vêtements dans lesquels nous avions été arrêtés [...] On nous fit dépouiller ces souvenirs du temps désormais révolu où nous étions encore un peu des hommes. Nus, tantôt accroupis, tantôt couchés sur le dos, jambes en l'air, dans les postures qu'ils voulaient les plus humiliantes, on nous tondit, on nous rasa le visage et le corps tout entier; vêtus de loques, et chaussés de claquettes qui ne tenaient pas aux pieds (quand on en perdait une dans le rang - et c'était tout le temps – quelques bons coups de Schlague punissaient vertement le fauteur de désordre), nous prîmes l'apparence des plus miteux clochards. Or, qui ressemble à un clochard et vit au milieu d'eux tend à prendre l'âme d'un clochard, il s'abandonne, il renonce, il devient épave, rebut dans un nouveau monde sans dignité et sans espoir, que limite une prompte mort. On vit trop souvent combien ce calcul était juste. [...]

13

L'arrivée au camp de Ravensbrück

«Deux heures après...» l'arrivée au camp de Ravensbrück en octobre 1943, dessin de Violette Lecoq, déportée pour fait de résistance, réalisé à Ravensbrück et publié dans Ravensbrück. 36 dessins à la plume. Témoignages, 1975 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Les originaux de ces dessins se trouvent dans les archives du procès de Ravensbruck car ils ont servi de preuves à

Ainsi démunis, transformés, dépouillés de tout signe extérieur qui distinguât la personne, avisés, par surcroît de précaution, que nous n'étions plus que des bêtes de somme anonymes, sans avenir et sans passé, on nous jeta dans des *Blocks* de «quarantaine», durant quelques semaines, enfermés dans ces baraques de bois, couchés à deux ou trois par paillasse, nous ne sortîmes que pour accomplir les corvées quotidiennes et pour gagner les caves quand sonnait l'alerte.

Extrait de Louis Martin-Chauffier, L'homme et la bête, Gallimard, 1947 (Folio, 1995, pages 86-87)



Intérieur d'un Block à Buchenwald, lithographie de Pierre Gentillon, publiée dans Häftling. Forçats en Allemagne hitlérienne, 1976 (coll. Musée de la Résistance nationale/ Champigny).

L'espace concentrationnaire

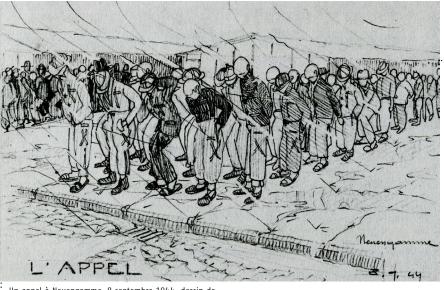
L'espace concentrationnaire est à la fois organisé et compartimenté. Durant sa vie concentrationnaire, le déporté passe sans cesse d'un espace clos à un autre, aux limites plus ou moins matérialisées. Dans le camp, l'horizon spatial du détenu est borné par l'enceinte qui entoure le camp, le plus souvent une clôture de fils de fer barbelés électrifiée. Dans les grands camps, il est réduit au périmètre du secteur où il est interné dans lequel il peut se déplacer quand il en a la possibilité. Lorsqu'il est affecté à un Kommando de travail à l'extérieur, le détenu peut découvrir les environs, mais toujours de manière partielle puisqu'il emprunte matin et soir la même voie et que le déplacement peut se faire en partie ou en totalité de nuit. Le camp reste donc le centre de l'univers du détenu, voire son univers tout entier.

L'organisation du camp est celle d'une ville vouée à la détention. Des bâtiments spécialisés sont disposés de part et d'autre du site. Les détenus doivent apprendre rapidement à repérer où se trouvent les bâtiments essentiels: les *Blocks*, les latrines, le *Revier*, les cuisines, les ateliers, l'administration SS,

etc. Ils constituent leur nouveau cadre de vie, mais l'accès à chacun est réglementé. Être dans le camp, c'est ressentir que l'on n'est plus libre de ses déplacements, y compris les plus ordinaires.

Le *Block* est l'unité de vie des déportés. Tous sont affectés à un *Block* où ils passent la nuit et une partie de la journée quand ils ne travaillent pas ou ne sont pas rassemblés pour un appel sur la place du camp. Les *Blocks* sont devenus sur-occupés. Le nombre de détenus excède les capacités théoriques d'accueil. La promiscuité devient vite difficile à supporter. Il faut accepter la cohabitation avec des individus misérables qui ne font que renvoyer à l'état dans lequel on se trouve soi-même.

Pour beaucoup de déportés, l'espace concentrationnaire se réduit à ce qui est à portée de vue, quand on a encore ses lunettes pour bien voir. Au-delà, commence un monde inquiétant car mal connu. Les plus entreprenants peuvent tenter d'en savoir plus et de repousser les limites, les autres doivent subir les affres de l'enfermement, qui dissipent peu à peu l'illusion d'une possible libération.



Un appel à Neuengamme, 8 septembre 1944, dessin de Lazare-Bertrand (coll. Musée de l'Ordre de la Libération, Paris).

Les détenus doivent attendre stoïquement sous une pluie battante, dans le froid et vent. La plupart ont mis leurs mains dans leurs poches pour avoir un peu plus chaud Les moins chanceux n'ont ni chaussures fermées ni couvre-chef pour se protéger la tête.

Le temps concentrationnaire

Le détenu dans le camp est privé de tout repère temporel autre que celui imposé par les autorités SS. Dépouillé de tous ses biens personnels, le détenu perd notamment sa montre. Avoir une montre est réservé aux SS et aux *Kapos* qui doivent veiller au respect des horaires.

Le temps du camp s'impose dans toute sa dureté. Dès leur lever, les détenus sont pressés d'effectuer des tâches répétitives. Les retardataires sont punis. Le temps de travail est déterminé par les SS et les *Kapos*. Les rares pauses ne sont que des intermèdes entre des périodes de tensions permanentes. Le temps de travail a cependant un terme. À l'inverse, les appels peuvent se prolonger pendant des heures, tant que les SS n'ont pas le compte juste, ce qui arrive rarement. Les plus terribles sont ceux du soir quand chacun voudrait pouvoir se reposer un peu. Exposés aux intempéries, harassés de fatigue, l'estomac vide ou à peine rempli, les déportés ne peuvent que demeu-

rer debout, immobiles, tout en guettant les signes qui annoncent la fin de l'appel et le retour dans les Blocks. Le temps de sommeil, trop court pour être réparateur, peut être interrompu à tout moment. Les détenus finissent par n'avoir comme horizon temporel que la fin de la journée en cours ou la journée du lendemain. La répétition des journées identiques conduit à la perte des repères chronologiques. Le passé dans le camp ressemble au présent et penser au passé d'avant est douloureux et dangereux car cela suppose de se rappeler sa vie antérieure et ce que l'on a perdu. L'avenir n'a pas plus de consistance, puisque la durée de détention est inconnue et que la mort dans le camp semble promise à tous. Tenir dans le camp passe donc par une vie dans le présent le plus immédiat, où tous les sens doivent être en alerte, afin de ne pas rater les informations importantes qui conditionnent la survie: l'annonce de son matricule par un Kapo, l'arrivée du SS devant lequel on doit se découvrir, la distribution de nourriture. Tout moment d'inattention peut avoir des conséquences dramatiques. Les détenus sont donc contraints de vivre dans l'instant, de remplacer la conscience qui suppose une possibilité d'introspection, par l'instinct qui suppose l'absence de toute réflexion. Le contrôle du temps est l'une des armes les plus efficaces pour priver un homme de la maîtrise de sa vie.



Détenues chargeant un wagonnet, Ravensbrück, sans date (coll. Bundesarchiv). Cette photographie SS met montre des détenues sur un chantier terrassement du camp de Ravensbrück. Elle souligne que le travail se fait à la seule force des bras car les déportées doivent être astreintes à des efforts physiques avec des objectifs, parfaitement théoriques, de rééducation. L'image ne montre pas la violence qui peut s'abattre à tout moment sur elles.



Briser les corps

Les directives d'Oswald Pohl en 1942

«Le commandant de camp, et lui seul, est responsable de l'engagement de la main-d'œuvre. Cet engagement doit être épuisant, au sens littéral du terme, pour obtenir le plus de rendement possible. [...] Le temps de travail est illimité, la durée dépend de l'organisation du travail dans le camp et est déterminée par le commandant du camp seul. [...] Tout ce qui pourrait raccourcir la durée du travail (temps de repas, appels, etc.) doit être réduit au maximum. Les longues marches jusqu'au lieu de travail sont interdites. On n'autorisera les pauses à midi que pour la durée du repas.»

Lettre d'Oswald Pohl à tous les commandants de camp et directeurs d'usine, 30 avril 1942 (Archives du procès de Nuremberg, Document R-129)

La fabrication du «Musulman»

Le pouvoir absolu déchire l'unité physique de l'être humain, ravage l'esprit et l'âme, anéantit la faculté d'agir, consume totalement la force vitale. Avant de pratiquer la mise à mort de masse, il mène à bien la transformation de la nature humaine. La métamorphose de l'être humain en «matière première» et la fabrication du «Musulman», de l'homme entre la vie et la mort, sont ses plus grands triomphes. Contrairement à toutes les formes antérieures du pouvoir, la terreur absolue ne produit rien. Son travail est une action négative de part en part, une œuvre de disparition sans trace. La terreur absolue accomplit sa liberté par l'extermination complète de l'être humain.

Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur.* Les camps de concentration, Calmann-Lévy, 1995, page 351

«Les âmes n'y sont plus...», dessin de Violette Lecoq réalisé à Ravensbrück et publié dans *Ravensbrück. 36 dessins à la* plume. Témoignages, 1975 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

Épuisées par les privations, à peine capables de se mouvoir, ces détenues de Ravensbrück attendent la mort.

RÉSISTANCE 16/17

15

Des morts sans importance

La gestion de la mort

Le développement du système concentrationnaire entraîne une augmentation du nombre de morts dans les camps. Les causes de mortalité continuent à être falsifiées. Les insuffisances cardiaques ou pulmonaires, les accidents de travail ou les suicides sont le plus souvent les explications avancées dans les registres des morts. Elles masquent les causes réelles des décès: actes de violence contre les détenus et épuisement physique liés aux conditions de vie et de travail dans les camps. Dans un premier temps, les autorités SS continuent de gérer la prise en charge des cadavres comme elles l'avaient fait lors de la période des premiers camps. Les corps sont brûlés dans des fours crématoires, ceux de la ville la plus proche, selon une pratique courante en Allemagne. À partir de 1941-1942, la croissance de la mortalité entraîne dans un second temps la construction d'installations de crémation de grande capacité et la fumée s'échappant par la cheminée du crématoire devient l'une des caractéristiques du paysage concentrationnaire. Chaque matin, des détenus sont chargés de récupérer les cadavres des décédés de la nuit. Le passage de la charrette des morts devient un rituel macabre. Les cadavres sont complètement dévêtus, le matricule est reporté au crayon gras à même la peau et les corps sont transportés jusqu'à la morgue avant d'être pris en charge par le Kommando du crématoire. Pas de cérémonie funèbre. Les cadavres doivent être réduits en cendres pour des raisons sanitaires et parce que les détenus n'ont plus aucune importance après qu'on a vérifié qu'ils n'avaient pas sur eux quelque chose de valeur, notamment des dents en or. Pour les SS, seule compte la tenue du registre du camp. Les noms et matricules des morts doivent être retirés de la liste des détenus afin que l'appel puisse arriver au compte juste. Les cendres sont répandues sans précaution particulière, le plus souvent sur un terrain proche du crématoire. La désorganisation générale des dernières semaines de fonctionnement du système concentrationnaire se traduit par un accroissement catastrophique de la mortalité. Les détenus évacués s'entassent dans quelques camps qui deviennent de véritables mouroirs. Les installations de crémation ne fonctionnent plus ou sont dans l'incapacité de traiter la masse des cadavres qui s'accumulent. Les rescapés doivent cohabiter avec les corps sans vie de leurs camarades, sans pouvoir rien faire, sinon tenter de survivre au milieu de ce chaos jusqu'à leur éventuelle libération.

La morgue de Neuengamme

Tous ces morts étaient entassés dans la morgue, et le spectacle était vraiment terrifiant: quatre cents cadavres, bien en ordre, têtes d'un côté, pieds de l'autre, avec tous la même attitude, des squelettes desséchés, la bouche ouverte dans le dernier râle. Dès que ce chiffre de quatre cents était atteint, les cadavres passaient au four crématoire. À ce moment, on les empoignait par les bras et par les pieds et on lançait ce qui fut des hommes comme de vulgaires colis. La vie était atroce, mais la mort ne signifiait pas encore le repos.

Extrait de Charles-Julien Kaufmann, L'Entreprise de la Mort lente. Konzentrationlager Hambourg-Neuengamme, Nancy, 1946, page 72

Le Block des nourrissons à Ravensbrück

En septembre 1944, je suis affectée à la Kinderzimmer (Block des nourrissons), Block 11. En effet, maintenant, des enfants naissent au camp. Précédemment, certaines futures mères partaient avant l'accouchement je ne sais où. D'autres accouchaient au camp. Il n'était jamais question de leur bébé (tué immédiatement, paraît-il). On me conduit immédiatement au Block 11. La Kinderzimmer est une pièce tout en longueur, avec deux lits de deux étages superposés, une fenêtre au fond, une table, deux corbeilles, une armoire, un poêle, un lavabo. Une petite Hollandaise s'agite et semble débordée. Elle me montre les enfants couchés au travers des lits. Quelle misère. Ils n'ont plus rien d'enfantin, leur figure fripée, minuscule, c'est mal à voir. [...]

Marie-France, une petite Française, est née avant terme. Elle a maintenant presque deux mois. On dirait une petite poupée de cire, longue, et si mince qu'elle n'a pas l'air d'un bébé. Sa maman, toute jeune, fait l'impossible pour la sauver, mais vivra-telle? Peu probable.

Presque tous les jours, on amène des nouveau-nés, assez beaux généralement, mais ils prennent rapidement l'aspect de petits vieux. Des jumeaux russes sont affreux. L'un des deux meurt, je commence à m'habituer à ce drame quotidien. Il semble préférable que ses enfants si misérables ne vivent pas. Nous essayons d'atténuer la peine des mères en le leur expliquant.

> Extraits de Marie-Jo Chombart de Lauwe, Toute une vie de résistance. Graphein/FNDIRP, 1998, pages 111 et 113



Détenu servant de cobaye, photographie prise par les responsables de l'expérience, Dachau, sans date (coll. Mémorial

Confronté à la perte de nombreux pilotes obligés d'amerrir, la Luftwaffe demande que des tests de résistance au froid soient effectués. À Dachau, le Dr Rascher contraint des détenus habillés de la tenue de pilote à demeurer dans une baignoire remplie d'eau glacée. Plusieurs des cobayes meurent lors de ces pseudo-expériences médicales. D'autres décèdent lors de tests de décompression simulant les conditions d'un saut en parachute à très haute altitude.

L'Aktion 14f13

Cette opération prend le relais de l'Aktion T4 dans le système concentrationnaire. À partir du printemps 1941, les médecins qui y participent recensent les détenus «inaptes au travail» jugés «indignes de vivre» et les envoient dans les centres d'euthanasie de l'Aktion T4 pour y être gazés. Le centre d'Hartheim, près de Linz, est le lieu d'exécution de près de 2 700 détenus du camp de Dachau et de plusieurs milliers de celui de Mauthausen. L'Aktion 14f13 fait plus de 550 victimes à Sachsenhausen.

Depuis le camp de Ravensbrück où il est en mission, le Dr Friedrich Mennecke écrit: «Le travail file parce que les têtes sont déjà convenues. [...] Je mange au camp; à midi, il y avait des lentilles au lard et un entremets au dessert. [...] Aujourd'hui, après avoir mangé, on a fait une petite promenade pour digérer. [...] Dans mon lit je dors à merveille. [...] J'espère que tu vas aussi bien que moi; je me sens en pleine forme!» Au total, l'Aktion 14f13 a fait 15 000 victimes.

3 – Résister à la déshumanisation dans les camps de concentration

Les détenus ont le sentiment de faire face dans les camps de concentration à un pouvoir arbitraire, qui vise à les briser en tant qu'individus et les nier en tant qu'humains. Face au pouvoir absolu, les déportés se sont efforcés de maintenir des temps ou des espaces de liberté, nécessairement limités. Face à la volonté de les diviser, de les isoler et de les dissoudre dans une masse indistincte, ils ont opposé la considération pour l'autre et la solidarité. Face à la volonté de les humilier et de les dégrader, ils ont essayé de préserver leur dignité, jusque dans la mort.

Ces actions de résistances ont pris des formes très variées, individuelles ou collectives. La première est d'assurer les moyens de la survie (pouvoir se nourrir et boire, se protéger du froid et du vent, ménager ses forces et profiter du peu de sommeil accordé, etc.), mais la satisfaction des besoins élémentaires ne signifie pas forcément le maintien de sa condition d'homme. Tout dépend le prix à payer pour soi et pour les autres. Trop souvent, des détenus en sont réduits pour survivre à déposséder les moins forts du peu qu'ils possèdent, quand d'autres se privent d'une partie de leur maigre ration pour venir en aide à un camarade qui

s'affaiblit dangereusement. Résister, c'est aussi s'efforcer de conserver une certaine estime de soi, demeurer propre, au moins en apparence, ne pas se laisser aller, et ne pas mépriser ceux qui ont moins de chance et dont l'état s'est dégradé au point d'en faire des loques vivantes, des morts en sursis.

Tous les déportés rescapés ont témoigné que la solidarité avait été déterminante pour leur survie. Pour certains, elle s'est exprimée fréquemment, pour d'autres elle a pu demeurer une exception. Aucun parcours n'est identique. Tous disent l'importance des manifestations, même les plus modestes, de l'attention accordée par l'autre : le bras secourable quand on est tombé à terre, le signe pour alerter d'une menace, le mot de réconfort dans un moment de détresse. Cette solidarité a pu prendre des formes plus organisées, quand la résistance intérieure a pu investir certains postes de l'administration détenue du camp: pouvoir entrer au Revier (quand les médecins détenus ont réellement la possibilité de venir en aide aux malades...) ou être inscrit dans un «bon Kommando» par exemple. Toujours dépendante de l'autorisation des SS, cette solidarité ne peut bénéficier à tous. Certains déportés en ont gardé de l'amertume et un sentiment d'injustice, au point de dédouaner les SS d'une partie de leur responsabilité. Dans tous les camps, des déportés ont parlé de littérature comme de gastronomie, ont pu produire des œuvres artistiques, parfois élaborées, parfois dérisoires, ont pu assister à des concerts, à des lectures ou des récitations, à des cours ou des conférences, à des expositions. Des offices religieux, ont pu être organisés. Il a fallu beaucoup de débrouillardise et d'audace pour trouver les moyens de ces activités clandestines.

Toutes ces formes de résistance mises en œuvre par les déportés définissent les caractéristiques de cette humanité que les SS ont tenté d'effacer. La solidarité rappelle que l'homme est un être sociable et que l'entraide est une de ses aptitudes les plus remarquables. L'existence d'activités artistiques, éducatives ou religieuses montre que la culture est une composante de la condition humaine, qui depuis des millénaires cherche à s'éloigner et se distinguer de l'état de nature. La rareté de ces moments ne fait que leur donner plus d'importance symbolique. Ils ont contribué à maintenir dans l'esprit de ceux qui y ont participé la certitude qu'ils demeuraient des hommes.



Dessin réalisé pour le journal mural d'Holleischen, 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Les détenues tiennent clandestinement un journal affiché sur un mur d'une baraque du camp d'Holleischen. Ce journal est une chronique des événements du camp et une évocation de la vie d'avant que toutes les déportées espèrent pouvoir retrouver. Le rappel des enfants laissés en France, souvenir de la féminité et de la maternité disparues, est à la fois un réconfort et une source d'angoisse. Maintenir des sentiments humains peut être aussi une souffrance.

Demeurer attentif à l'autre

Mourir dans la dignité

Malgré tout, il pouvait y avoir une accoutumance à la mort. Chaque jour, on sortait du Block dix, douze cadavres. Cela se faisait dans l'indifférence. Parfois même, tirer des cadavres dehors était vécu comme une corvée. Nous devions absolument donner plus de respect à ces morts. Nous n'avions pas perdu notre humanité mais la mort était devenue terriblement banale. Après discussion, le décès d'Ernest Massip nous offrait l'occasion de retrouver une attitude respectueuse face à la mort. [...]

Il m'avait exprimé son refus, sa répulsion contre toute disparition anonyme, dans la laideur et la crasse. Lorsqu'il s'éteignit, le 14 mars 1945 nous décidâmes d'étendre sa dépouille sur la table centrale du Block. Nous organisâmes une garde d'honneur. Je pris la parole pour évoquer sa personnalité.

D'ordinaire, chaque fois qu'un homme pleurait, il ne vivait plus longtemps... Ce jour-là, dans l'ombre, il y eut quelques sanglots et des larmes. Mais il ne s'agissait pas de larmes d'abandon, les camarades

17

pleuraient un ami disparu, un ami qu'ils ne verraient plus. Les nazis voulaient réduire Ernest à un numéro de matricule. Tous ceux du *Block* se souviendraient d'un homme et ils voudraient, plus que jamais, rester eux-mêmes des humains. Cette volonté, ce désir de rester digne était une victoire sur le nazisme. Cette cérémonie inhabituelle, peut-être unique, eut un effet considérable sur l'ensemble des déportés, en particulier sur ceux du *Block*. Pour plus d'un, c'était la flamme intérieure qui s'était rallumée plus vivement. Les SS ne voulaient pas que nous soyons des hommes, et bien, nous l'étions restés.

Jean-Marie Fossier, *Nous sommes restés* des hommes. Mes combats 1933-1945, Geai bleu Éditions, 2011, pages 200-201

Être solidaire

«Tous ensemble»

Gaston est monté sur le tréteau. La petite lueur de la lampe à huile éclairait à peine sa figure. Il avait en-levé son calot et son crâne apparaissait carré, osseux, écrasant son visage sans joues. Son rayé était sale, ses souliers boueux. [...]

«Camarades, on a pensé qu'il était nécessaire de profiter d'un après-midi comme celui-ci pour se retrouver un peu ensemble. On se connaît mal, on s'engueule, on a faim. Il faut sortir de là. Ils ont voulu faire de nous des bêtes en nous faisant vivre dans des conditions que personne, je dis personne, ne pourra jamais imaginer. Mais ils ne réussiront pas. Parce que nous savons d'où nous venons, nous savons pourquoi nous sommes ici. La France est libre mais la guerre continue, elle continue ici aussi. Si parfois il nous arrive de ne pas nous reconnaître nous-mêmes, c'est cela que coûte cette guerre et il faut tenir. Mais pour tenir, il faut que chacun de nous sorte de luimême, il faut qu'il se sente responsable de tous. Ils ont pu nous déposséder de tout mais pas de ce que nous sommes. Nous existons encore. Et maintenant, ça vient, la fin arrive, mais pour tenir jusqu'au bout, pour leur résister et résister à ce relâchement qui nous menace, je vous le redis, il faut que nous nous tenions et que nous soyons tous ensemble. »

Gaston avait crié cela d'un trait, d'une voix qui était devenue progressivement aiguë. Il était rouge et ses yeux étaient tendus. Les copains aussi étaient tendus et ils avaient applaudi. Les droit commun avaient l'air stupéfait et ne disaient rien. Ces phrases étaient lourdes dans le *Block*. Elles semblaient venir de très loin. On oubliait la soupe, on n'y pensait plus. Et ce que l'on avait pu se dire seul à soi-même, venait d'acquérir une force considérable pour avoir été crié à haute voix, pour tous.

Extrait de Robert Antelme, L'espèce humaine, Gallimard, 1957 (coll. Tel, 1996, pages 203–205)



«Avoir un bon copain...», dessin de Roger Guirlet réalisé clandestinement au camp de Mühlhausen, Kommando de Buchenwald, 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

Le titre du dessin s'inspire des paroles d'une chanson à la mode dès les années d'avant-guerre. Roger Guirlet insiste sur l'importance de la solidarité et de la camaraderie pour tenir, ici par le partage d'une petite boîte de sardines, sans doute arrivée par l'intermédiaire d'un colis non pillé avant la distribution. Ce dessin est présenté avec d'autres lors d'une exposition clandestine.

Le sauvetage des «Lapins» au camp de Ravensbrück

D'août 1942 à août 1943, des expériences médicales sont pratiquées sur des jeunes filles polonaises par un chirurgien SS du camp de Ravensbrück. Les détenues les désignent sous le nom de Kaninchen («Lapins»). Les séquelles des opérations sont importantes. Certaines jeunes filles décèdent, d'autres sont exécutées. Les survivantes sont persuadées qu'elles seront assassinées avant la libération¹.

Je me souviens de mon angoisse à leur sujet lorsque, le 18 janvier 1945, eut lieu pour la première fois un appel général pendant les heures de travail. Pendant cet appel, les six ou sept «Lapins» qui ne pouvaient pas marcher furent cachées dans les *Blocks* des contagieuses (*Blocks* 6, 7, 10 et 11), où les infirmières SS ne mettaient pas les pieds mais où, quelques jours plus tard, le Dr SS Winkelmann vint choisir de pleins camions de victimes pour la chambre à gaz.

Le mois suivant, le 4 février 1945, pendant l'appel du matin, le même ordre fut lu [...]: «Les «Lapins» ne devaient pas quitter le *Block...*»

.....

18

Cet ordre était déjà connu des intéressées, grâce à Grete Buber-Neumann, qui tenait l'information d'une Polonaise d'origine allemande travaillant depuis plusieurs années à la cuisine des SS. [...]

À quatre reprises, jusqu'à la Libération, les SS organisèrent des appels-surprise pour retrouver les «Lapins». À la dernière minute, des camarades d'autres *Blocks* allaient «poser» à leur place. Denise Vernay fut l'une d'elles. Tout le camp connaissait le drame des «Lapins». Elles n'ont jamais été dénoncées.

Extrait de Germaine Tillion, *Ravensbrück*, Le Seuil, 1988, pages 160-162

¹ Les «Lapins» font passer des informations sur leur sort à leur famille en leur adressant des courriers autorisés contenant des messages clandestins écrits à l'encre sympathique. Elles parviennent à faire cacher à l'extérieur du camp des rapports contenant la liste des opérées et le récit de leurs mutilations. Un des rapports est retrouvé après la libération

Dans les camps d'extermination, nier l'homme pour le détruire plus facilement (1941–1945)

1 - De l'exclusion à l'extermination génocidaire

Les étapes du processus qui mène à l'extermination des juifs d'Europe sont parfaitement résumées par l'historien Raul Hilberg. Prétendant agir au nom des tous les Allemands, les nazis considèrent d'abord que les juifs ne peuvent pas vivre parmi eux en tant que juifs, puis ne peuvent pas vivre parmi eux, puis ne peuvent tout simplement plus vivre. Ces étapes correspondent aux différentes formes qu'a pu prendre l'antisémitisme dans l'histoire, depuis l'Antiquité. Les nazis franchissent à nouveau ces étapes le temps de leur domination sur l'Allemagne et l'Europe, mais ils donnent à la dernière une ampleur inédite et catastrophique.

Si les premières mesures de marginalisation puis d'exclusion frappent les juifs d'Allemagne puis d'Autriche annexée, tous les juifs des territoires européens qui passent sous le contrôle allemand sont concernés par la suite. L'intensité de la persécution dépend du niveau d'implication des autorités ou des populations locales, les Allemands ne pouvant seuls assurer la mise en œuvre de leur politique antisémite.

Entre 1939 et 1941, les plus importantes communautés juives d'Europe se retrouvent sous la domination directe ou indirecte de l'Allemagne nazie. Dans un premier temps, les juifs sont regroupés dans des ghettos où les conditions de vie se dégradent rapidement. Près de 600 000 juifs y meurent de faim et de maladies. Dans un deuxième temps, les nazis décident d'enclencher l'extermination des juifs européens, considérée comme la réponse à l'incohérence entre la volonté des nazis de ne plus vivre avec les juifs et leur prise de contrôle de territoires où les juifs constituent une part importante de la population. Après avoir envisagé plusieurs plans d'émigration massive des juifs, tous voués à l'échec (dont la déportation sur l'île de Madagascar), Hitler et les principaux responsables nazis considèrent que la « solution finale du problème juif » passe par l'élimination physique des juifs en Europe même.

Le déclenchement de l'attaque contre l'URSS est déterminant. À la phase de regroupement des juifs dans des ghettos succèdent les meurtres de masse perpétrés par les Einsatzgruppen en Pologne, en Ukraine, en Biélorussie, dans les Pays baltes, au fur et à mesure de la progression des troupes allemandes en URSS. Ces groupes mobiles de tuerie assassinent tous les juifs et, en URSS, tous les cadres du Parti communiste qu'ils peuvent identifier. Les massacres sont effectués par fusillades. Les victimes sont le plus souvent obligées de creuser elles-mêmes les fosses dans lesquelles elles vont être ensevelies. Près de 1,3 million de personnes sont tuées entre l'été 1941 et l'automne 1942.

Le fait que les troupes allemandes progressent moins vite que prévu entraîne la recrudescence des violences contre les juifs des territoires conquis. Il s'agit de leur faire payer leur «responsabilité » supposée dans le prolongement du conflit et d'éliminer préventivement le «danger juif » qui ne manquerait pas de renaître en cas de défaite. Les exécutions par fusillades s'accroissent à partir d'août 1941. En octobre, plus aucun juif ne peut quitter l'Europe sous domination nazie.



Exécution d'un juif en Ukraine, sans date (coll. USHMM). Un soldat allemand tire sur un juif ukrainien lors d'une exécution de masse en Ukraine, en 1942. La photographie, retrouvée sur un soldat de la Wehrmacht, est publiée en mars 1945 dans la presse française avec la mention « Berditscheff, 1942 ». Jusqu'à une date récente, les massacres par fusillades des juifs avaient été attribués aux seuls Einsatzgruppen. Les travaux menés par des historiens allemands ont montré que la Wehrmacht a été très souvent associée aux massacres ou que des soldats allemands se sont livrés à des exactions et à des exécutions à caractère antisémite de leur propre initiative. Cette banalisation de la «Shoah par balles» se traduit par des mentions fréquentes dans les courriers que les soldats adressent à leur famille et par la multitude de photographies — souvent épouvantables — qu'ils conservent en souvenir.



Femme affamée sur un trottoir du ghetto de Varsovie, photographie de Heinz Joest, automne 1941 (coll. Yad Vashem). À l'automne 1941, le soldat allemand Heinz Joest peut pénétrer exceptionnellement dans le ghetto de Varsovie. Il prend plus d'une centaine de clichés qu'il parvient à conserver et à cacher jusqu'à la fin de la guerre. En 1987, peu avant sa mort, il les remet au Mémorial de Yad Vashem.

«Il y a un grand nombre d'enfants presque nus dont les parents sont morts et qui sont assis dans des chiffons dans les rues. Leurs corps sont horriblement émaciés. On peut voir leurs os à travers leur peau jaunie comme du parchemin. C'est la première étape du scorbut. Dans la dernière phase de cette terrible maladie, les mêmes petits corps sont gonflés et recouverts de plaies ulcérées. Certains de ces enfants ont perdu leurs orteils. Ils se retournent et gémissent. Ils n'ont plus une apparence humaine et ils ressemblent plus à des singes qu'à des enfants. Ils ne demandent plus de pain, mais la mort.» (Mary Berg, Journal du ghetto de Varsovie, Albin Michel, 1947, notation du 31 juillet 1941).

La destruction des cimetières juifs en Pologne

Dès l'occupation de l'ouest de la Pologne, les Allemands détruisent nombre de cimetières juifs. Beaucoup d'autres subissent le même sort après le déclenchement de l'attaque contre l'URSS en 1941 et l'occupation de l'est de la Pologne.

À Varsovie, le grand cimetière juif est en partie préservé car il continue de fonctionner avec la constitution du ghetto. À Cracovie, le nouveau cimetière est endommagé alors que le vieux cimetière est dévasté. À Lodz, le plus grand cimetière juif d'Europe est conservé car le ghetto n'est liquidé qu'en 1944.

Quand les cimetières sont démantelés en partie ou

en totalité, les pierres tombales juives sont réutilisées comme matériaux de construction pour des bâtiments ou des habitations ou comme matériaux de terrassement dans les rues de certaines villes de l'est de la Pologne, non encore pavées à l'époque. Les Allemands utilisent directement les pierres tombales ou les revendent à des intermédiaires.

Le camp de travail de Plaszow est ouvert en décembre 1942, dans la banlieue de Cracovie, et recouvre l'emplacement de deux cimetières juifs. Transformé en camp de concentration, il est traversé par une voie recouverte de pierres tombales juives, régulièrement empruntée par les détenus, principalement des juifs du ghetto de Cracovie après sa liquidation en mars 1943 et des juifs de Hongrie à partir du printemps 1944, qui sont dans l'obligation de piétiner et de profaner les stèles.

La destruction des cimetières juifs par les Allemands s'inscrit dans la politique d'effacement de toute présence juive dans les territoires de l'est. Après la guerre, certains cimetières abandonnés sont supprimés dans le cadre de programmes d'aménagements urbains. Le plus souvent, les cimetières juifs, non entretenus faute de survivants pour s'en occuper, tombent en ruine et disparaissent sous la végétation.

Himmler justifie l'extermination des juifs d'Europe

Le SS-Reichsführer Himmler reste le grand ordonnateur de l'extermination des juifs d'Europe. C'est lui qui détermine les objectifs politiques et délègue la mise en œuvre pratique à ses représentants, même si d'autres organisations que la SS sont impliquées. Le 4 octobre 1943, Himmler fait un discours devant une assemblée d'officiers supérieurs SS réunis dans le nouvel hôtel de ville de Posen (ou Poznan, en Pologne annexée). Long de trois heures, le discours est édité avec l'autorisation d'Himmler lui-même. Un exemplaire de 115 pages est découvert à la fin de la guerre et est intégré aux documents à charge lors du procès de Nuremberg.

[...] Je voudrais aussi vous parler très franchement d'un sujet extrêmement important. Entre nous, nous allons l'aborder franchement, mais en public nous ne devrons jamais en parler. [...]

Je voudrais parler de l'évacuation des Juifs, de l'extermination du peuple juif. Voilà une chose dont il est facile de parler. «Le peuple juif sera exterminé» dit chaque membre du Parti, «c'est clair dans notre programme: élimination des Juifs, extermination: nous le ferons». [...] La plupart d'entre vous savent ce que c'est que de voir un monceau de 100 cadavres ou de 500 ou de 1 000. Être passé par là, et – excepté les cas de faiblesse humaine –, en même temps, être resté correct, voilà qui nous a endurcis. C'est une page de notre histoire qui n'a jamais été écrite et ne le sera jamais, car nous savons combien il serait difficile pour nous aujourd'hui – sous les bombes, les privations et pertes de guerre – d'avoir encore des Juifs dans

chaque ville agissant comme saboteurs, agitateurs et fauteurs de troubles. [...]

De toute façon, nous pouvons dire que nous avons réalisé cette mission des plus difficiles, animés par l'amour pour notre peuple. Et ni notre être, ni notre âme, ni notre caractère n'en ont été atteints [...]

D'après « Extrait du discours de Himmler à Poznan lors d'une réunion d'officiers supérieurs SS, 4 octobre 1943 ».

dans Procès des criminels de guerre devant le tribunal militaire de Nuremberg, volume XIII, Washington, Bureau d'impression du gouvernement des États-Unis, 1952, pages 318-327

2 - Des centres de mise à mort pour détruire des hommes

À la suite d'une inspection sur des sites d'exécution, Himmler se préoccupe du caractère inhumain des conditions imposées aux exécuteurs. À aucun moment le sort des victimes n'est mis en question.

En Pologne, dans les états Baltes ou en Serbie, des camions dont le gaz d'échappement est renvoyé dans la cabine où sont enfermés les juifs à assassiner sont mis en service. Le centre de mise à mort de Chelmno utilise ces camions.

La conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 planifie l'extermination des juifs d'Europe. Sur la base d'un recensement des populations juives, un programme de déportation est établi. Dans le cadre de l'Aktion Reinhardt, trois nouveaux centres de mise à mort (Belzec, Sobibor et Treblinka) sont ouverts en Pologne occupée pour procéder à la destruction systématique des juifs d'Europe de l'Est. Le personnel de l'Aktion T4 est mobilisé pour encadrer leur installation. Entre 1942 et 1943, près de 1,8 million d'hommes, de femmes et d'enfants sont déportés et meurent dans les chambres à gaz.

Parallèlement, Himmler décide de faire du nouveau camp d'Auschwitz-Birkenau le centre de mise à mort des juifs d'Europe de l'Ouest et du Sud. Au printemps 1943, quatre *Krematorium* associant des chambres à gaz et des fours crématoires de grande capacité sont opérationnels. Après la fermeture des autres centres de mise à mort, Birkenau devient la destination des juifs d'Europe déportés pour être gazés. Au total, plus d'un million de juifs sont assassinés, dont 440 000 juifs de Hongrie déportés de mai à juillet 1944.

Le processus de mise à mort des déportés est pensé pour faciliter le travail des exécuteurs. Après le choc du transport, les déportés sont divisés entre hommes d'un côté, femmes et enfants de l'autre. Un examen visuel sommaire permet de sélectionner les quelques déportés qui rentreront dans le camp de détention de la masse de ceux qui seront envoyés directement vers les chambres à gaz. Les déportés maintenus en vie deviennent des détenus affectés aux divers Kommandos du camp.

Les SS encadrent toutes les opérations. Ils sont les exécuteurs. Ils procèdent en particulier à l'injection du gaz dans les chambres et surveillent l'agonie des victimes. Rien ne se fait sans leur autorisation. Le recours au gaz rend la mise à mort plus supportable pour les SS, d'autant que les détenus des Sonderkommandos s'occupent de la manipulation des cadavres. Si les SS doivent accepter la présence permanente de la mort de masse et la confrontation avec leurs futures victimes, le sentiment du devoir à accomplir et la déshumanisation des juifs évitent les problèmes de conscience et, par conséquent, les atermoiements qui rendraient le fonctionnement des centres de mise à mort moins fluide, donc moins efficace. Cette situation se traduit par des comportements individuels et collectifs qui vont de la brutalité la plus sauvage aux propos faussement rassurants. L'objectif est double : d'une part, en rabaissant les déportés à l'animalité (une masse nue qui n'obéit qu'aux coups qu'on lui donne), les SS créent les conditions de leur supériorité supposée et justifient les traitements humiliants et dégradants qu'ils appliquent à des groupes humains relégués au rang de troupeaux; d'autre part, en plaçant les déportés dans un état de détresse ou de dépendance psychologique, les SS peuvent les amener plus facilement à faire ce qu'il

leur est demandé, puisqu'ils ont perdu la possibilité ou la capacité de réfléchir.

Dans les centres de mise à mort, tous les détenus juifs maintenus en vie contribuent directement ou indirectement à l'assassinat de leurs congénères, les plus impliqués étant les membres des *Sonderhommandos* qui prennent en charge les victimes avant et après leur exécution. Beaucoup ne peuvent supporter cette situation et préfèrent se suicider. Pour ceux qui essaient de tenir, la survie est de courte durée car les membres des *Sonderhommandos* sont régulièrement éliminés et remplacés par de nouveaux détenus.

Les déportés maintenus en vie deviennent les acteurs d'une économie de prédation dans laquelle ce qui est humain n'a qu'une valeur dérisoire. Les affaires des juifs assassinés

sont toutes récupérées, triées et nettoyées. Un secteur entier du camp de Birkenau (le Kanada) est affecté à cette tâche. Ce qui est encore en bon état est envoyé pour améliorer l'ordinaire de la population allemande. Le reste n'est pas détruit : les rebuts vestimentaires servent notamment à habiller les détenus des camps de concentration. Après le gazage, les corps nus des victimes sont soumis à une fouille : les quelques objets dissimulés sont récupérés et les dents en or sont arrachées. Les cheveux des femmes ont été tondus avant leur passage à la chambre à gaz. Les victimes ne sont plus que des êtres réduits à l'impuissance puis des corps inertes livrés à tous les prélèvements.

Dans les premiers centres de mise à mort, les cadavres sont d'abord ensevelis dans des fosses communes, avant que des fours crématoires soient installés. La combinaison chambre à gaz-four crématoire trouve son aboutissement dans la construction des Krematorium II à V de Birkenau. Cependant, du fait du nombre de corps à détruire, d'immenses bûchers sont utilisés en complément, générant les panaches de fumée visibles sur les photographies aériennes prises par un avion de reconnaissance britannique qui survole Auschwitz en août 1944. Les cendres sont jetées dans une rivière (à Chelmno), dans des étangs (Birkenau) ou éparpillées dans des terrains en friche, plus moins éloignés des crématoires. Aucune cérémonie n'accompagne les crémations, sinon de rares prières des morts prononcées par les détenus des Sonderkommandos quand ils en ont l'opportunité ou le courage.

Les camions à gaz de Chelmno

Les premiers «essais» de camions à gaz ont lieu en Ukraine les 16 et 18 septembre 1941. Le 3 novembre, des détenus du camp de Sachsenhausen sont victimes de nouveaux tests. Le 7 décembre, les camions à gaz commencent à être utilisés au centre de mise à mort de Chelmno en Pologne.

En juin 1942, un rapport est transmis à Walter Rauff, SS-*Obersturmbannführer* en charge des camions à gaz. Le rédacteur du document utilise diverses expressions pour désigner les victimes sans avoir à mentionner qu'il s'agit d'êtres humains («pièces», «chargement», «marchandise»). Le rapport s'intéresse uniquement aux aspects techniques de la mise à mort, sans aucune mention des victimes, sinon leur nombre (97 000 «traitées»).

1. Le chargement normal des camions est généralement de neuf à dix par mètre carré. Dans les voitures Saurer, qui sont très volumineuses, l'utilisation maximale de l'espace n'est pas possible.

Non pas à cause d'une surcharge éventuelle, mais parce que le chargement à la capacité maximale aurait des répercussions sur la tenue de route du véhicule. Une diminution de l'espace de chargement paraît donc nécessaire. Il faudrait absolument réduire cet espace d'un mètre, au lieu de chercher à résoudre le problème, comme on l'a fait jusqu'à présent, en diminuant le nombre des pièces à charger. Ce dernier procédé a le désavantage d'entraîner un temps de fonctionnement plus long, car l'espace vide doit également être rempli d'oxyde de carbone. En revanche, si l'on diminue l'espace de chargement, tout en chargeant à bloc le véhicule, le temps de fonctionnement peut être considérablement abrégé. [...]

2. Il faut protéger l'éclairage contre la destruction plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Des grillages en fer doivent entourer les lampes afin d'éviter qu'elles ne soient endommagées. [...]

.....

Cité dans Claude Lanzmann, Shoah, Fayard, 1985, pages 131-132

21

Les nazis et les Tsiganes

Après leur prise du pouvoir, les nazis renforcent les lois antérieures réprimant les Tsiganes et «les personnes qui voyagent à la manière des Tsiganes» en Allemagne, parce que nomades donc difficiles à contrôler. En 1937, la loi contre les «criminels irrécupérables et dangereux» aboutit au fichage de nombreux Tsiganes et aux premières «détentions préventives» en camp de concentration. En 1938, un décret de Himmler dénonce le «fléau tsigane», défini sur des critères raciaux. Si certains Tsiganes considérés comme «asociaux» du fait de leur «race» sont visés (les hommes sont envoyés en camp de concentration et les femmes sont stérilisées), les autres, considérés comme «intégrés», sont épargnés. À partir de 1940, les Tsiganes «asociaux» du Reich sont déportés vers l'Est et beaucoup meurent du fait des conditions de vie qu'on leur impose dans les camps de travail ou à la suite d'assassinats de masse. Après l'attaque contre l'URSS, des Tsiganes présentant une menace selon les nazis sont massacrés dans le cadre des actions menées par les Einsatzgruppen ou sont déportés vers les centres de mises à mort. D'autres sont envoyés dans les camps de concentration. Des Tsiganes sont aussi victimes de massacres perpétrés par des ressortissants de pays alliés de l'Allemagne nazie, notamment en Roumanie et en Serbie. Le total des victimes tsiganes est difficile à établir. Il pourrait atteindre 200 000 personnes, soit un cinquième de la population tsigane européenne d'avant-guerre. Ce génocide, désigné souvent sous le nom de *Saudaripen*, a visé les Tsiganes en tant que «race inférieure» mais au moins autant en tant que catégorie « asociale », donc ne méritant pas de vivre selon les critères nazis.

L'Aktion 1005

Himmler lance l'Aktion 1005 au début de l'année 1942, dans le but de faire disparaître les preuves des massacres de 1941–1942 dans des territoires qui pouvaient retomber entre les mains de l'ennemi, mais sa décision est aussi déterminée par la volonté de faire disparaître toute trace physique de la présence juive dans les territoires sous contrôle allemand, jusque dans la destruction des corps des morts. L'opération est confiée à Paul Blobel, ancien commandant d'un Sonderkommando de l'Einsatzgruppe IV.

L'Aktion 1005 se déroule dans les zones d'opération des *Einsatzgruppen*, en Ukraine, en Biélorussie, dans les Pays baltes, puis en Pologne sur les sites des centres de mise à mort (Chelmno, Belzec et Sobibor, puis Treblinka). Les fosses où ont été ensevelis les cadavres des victimes sont rouvertes, les cadavres sont brûlés et les cendres dispersées. Bien que se voulant discrète, l'Aktion 1005 se traduit par des bûchers à ciel ouvert dont les fumées incommodent les populations à des kilomètres à la ronde.

L'Aktion 1005 se poursuit avec l'effacement des dernières traces des centres de mise à mort après leur démantèlement en 1943. Le site du camp de Treblinka est labouré et une ferme est installée à son emplacement. Ceux des camps de Belzec et de Sobibor sont plantés de pins. La rapidité de la contre-offensive soviétique empêche l'Aktion 1005 d'arriver à son terme. De très nombreuses fosses communes, mal localisées, n'ont pas été traitées et témoignent aujourd'hui de l'ampleur des massacres de la «Shoah par balles».

BIOGRAPHIE

Franz Stangl (1908-1971)

Né 1908 en Autriche, Stangl est tisserand avant d'entrer dans la police en 1931. En 1935, il est chargé d'enquêter sur les formations politiques autrichiennes, en particulier le parti nazi autrichien, encore illégal. Après l'annexion de l'Autriche, il intègre la Gestapo de Linz. En 1940 il est transféré à Berlin et est associé au programme de l'Ahtion T4 qui vise à éliminer les handicapés physiques ou mentaux. Il revient en Autriche et est affecté à l'institut Schloss-Hartheim, un des centres d'euthanasie de l'Ahtion T4.

En février 1942 il est chargé de la construction du camp de Sobibor, un des centres de mise à mort de l'Aktion Reinhard. En septembre 1942, il est transféré au camp de Treblinka et en devient le commandant (il devient membre de la SS). Après la révolte des Sonderhommandos de Treblinka et l'évasion d'un certain nombre de détenus en août 1943, Stangl est transféré en Italie et en Yougoslavie pour lutter contre les partisans. En 1945, il est capturé par les Américains, mais il réussit à s'échapper en 1948. Profitant de filières d'exfiltration, il parvient à passer avec sa famille en Syrie puis au Brésil, où il est arrêté en 1967. Extradé vers l'Allemagne, il est condamné à l'emprisonnement à vie en 1970. Il meurt en 1971 à la prison de Düsseldorf.

3 – Résister à la destruction de l'homme dans les camps d'extermination

Les déportés maintenus en vie dans les centres de mise à mort tentent de supporter les conditions terribles qui leur sont imposées. Ils doivent accepter de participer à l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants tout en s'efforçant de conserver un minimum d'estime pour eux-mêmes. Certains n'y parviennent pas ou ne le supportent pas et se suicident. Les autres tentent d'adoucir le sort de celles et ceux qui sont voués à la mort par des paroles et des gestes de bienveillance et d'apaisement. La volonté de rester en vie pour témoigner est aussi un motif pour tenir malgré les souffrances endurées.

Dans tous les centres de mises à mort, des déportés tentent de se révolter et d'empêcher leur exécution comme à l'abattoir. Ces actes individuels ou collectifs sont des défis lancés à leurs exécuteurs par des êtres humains qui refusent de mourir sans lutter et qui veulent être libres de choisir leur mort. Dans tous les cas, les rebelles sont impitoyablement abattus.

En mettant en œuvre la «Solution finale», les SS cherchent à effacer toute trace de la présence juive en Europe, jusqu'aux corps de ceux qu'ils ont assassinés. En réaction, les détenus de Treblinka chargés de réduire en cendres les derniers restes des cadavres carbonisés ne brisent pas tous les ossements, à la fois pour laisser des preuves des crimes et par respect pour les ultimes traces des victimes. À Birkenau, des détenus du Sonderkommando parviennent à faire entrer dans le périmètre du Krematorium V un appareil et un peu de pellicule photographique et réussissent à prendre quelques clichés du processus de mise à mort. Les silhouettes floues qui marchent vers les chambres à gaz redonnent leur forme humaine aux femmes dont les corps sont brûlés peu après dans d'immenses fosses. Les manuscrits enterrés à proximité des Krematoriums par des membres du Sonderhommando de Birkenau procèdent de la même idée. Ils doivent empêcher l'oubli de ce qu'il s'est passé et maintenir la connaissance des faits. Ces «voix sous la cendre» redonnent une identité individuelle ou collective aux victimes, même si les noms restent rares. Il est question ici cependant d'hommes et de femmes, de filles et de garçons, d'êtres humains de toutes les nationalités.

La dernière réponse face à la mort de masse est de tenter de faire dysfonctionner la machine de destruction. Les soulèvements qui éclatent dans les centres de mise à mort ont autant pour but de sauver la vie d'une partie des révoltés que d'interrompre les massacres en s'en prenant aux installations de gazage. Les révoltes et les évasions collectives de Treblinka (2 août 1943) et de Sobibor (14 octobre 1943) précipitent le démantèlement des camps d'extermination de *l'Aktion Reinhardt*. La révolte du *Sonderkommando* de Birkenau le 7 octobre 1944 accélère l'arrêt et le démontage des *Krematorium*, puis leur destruction avant l'évacuation du camp.

Refuser d'entrer dans la chambre à gaz

Le 10 décembre [1942], un convoi de Juifs d'Ostrowiec stationnait à la gare et le commandant du camp fut informé que, le lendemain matin, un nouveau transport allait arriver à Treblinka. Le commandant a ordonné que l'on fasse entrer les Juifs d'Ostrowiec de nuit dans la chambre à gaz. Ainsi fut fait. Nous étions enfermés dans les baraques et nous n'avons rien vu. Nous avons seulement entendu les cris habituels. Mais quand nous nous sommes rendus au travail le lendemain matin, nous avons découvert les traces des événements de la nuit. [...]

Nous avons appris ce qui s'était passé par les Ukrainiens. Un groupe de quelques dizaines d'hommes avait refusé d'entrer dans la chambre à gaz. Ils avaient résisté et, entièrement nus, ils avaient usé de leurs poings pour se battre et ne s'étaient pas laissé enfermer. Les SS avaient alors fait feu avec leurs fusils automatiques dans le couloir et avaient descendu les résistants sur place.

Les porteurs ont sorti les cadavres, les nettoyeurs ont lavé le couloir. Comme d'habitude, les peintres ont repassé une couche de chaux contre les murs maculés du sang et de la cervelle des suppliciés. Le bâtiment était à nouveau prêt à accueillir de nouvelles victimes.

Chil Rajchmann, *Je suis le dernier Juif*, Les Arènes, 2009, pages 92-93



Destruction des cadavres des juifs assassinés dans les chambres à gaz, photographie clandestine prise depuis l'intérieur du Krematorium V de Birkenau, août 1944 (coll. musée d'État d'Auschwitz-Birkenau).

Le détenu du Sonderkommando qui prend le cliché s'est caché à l'intérieur de l'une des chambres à gaz et saisit le moment où les corps qui viennent d'être sortis vont être brûlés dans de grandes fosses d'incinération. Les quelques photographies prises visent à prouver la réalité de l'extermination des juifs d'Europe et la manière dont les SS procèdent.

La préparation de la révolte du Sonderkommando de Birkenau Témoignage de Zalmen Lowental

Zalmen Lowental est déporté à Auschwitz en décembre 1942 et est affecté au début 1943 au Sonder-kommando du Krematorium III de Birkenau. Avant sa mort en novembre 1944, il rédige un manuscrit, enfoui dans un récipient métallique à proximité du Krematorium III. Retrouvé en très mauvais état, il présente de nombreuses lacunes (remplacées par [--] ou autres indications).

[...] Peu de temps après, on a appris qu'on s'apprêtait à amener ici [les] Juifs hongrois pour les brûler. Nous avons été effondrés [jusqu'au] dernier d'avoir à brûler un million de Juifs hongrois¹. Nous en avions assez, nous en avions plus qu'assez depuis longtemps, devrons-nous encore

51.

tremper nos mains dans le sang des Juifs hongrois. Cela a amené tous les hommes du Kommando, sans distinction de classe ou de milieu, et même les plus réservés, à tempêter pour qu'on mette fin à ce jeu, qu'on en finisse avec ce travail, ainsi qu'avec notre vie si nécessaire. Nous avons recommencé à tempêter pour exiger de l'extérieur² une solution rapide, mais malheureusement pas comme on se l'était imaginé. Entre-temps avait commencé la grande offensive à l'Est; et on voyait de jour en jour les Russes se rap-

procher de nous et d'autres³ ont été d'avis que tout ce travail était peut-être superflu, qu'il valait mieux attendre, patienter encore un peu [jusqu'à] ce que le front se rapproche en même temps, de ce fait, chez les SS le moral s'effondrerait, la désorganisation s'accroîtrait, ce qui pourrait augmenter très sérieusement les chances de réussite de notre action. C'est vrai! De leur point de vue, ils avaient raison, d'autant qu'ils ne se voyaient absolument pas menacés par l'ajournement, [--] [les?] liquider, [il?] a [--] [temps]. Ils n'ont pas à se dépêcher pour cela, mais, nous,

52.

occupés à notre travail, nous voyions cependant la réalité, le temps s'écoulerait, il ne se passerait rien. En particulier, nous, les hommes du Sonderkommando, nous avions toujours affirmé que nous étions plus spécialement menacés que tous les autres détenus du camp, y compris même les Juifs du camp. Nous n'y croyions pas parce que les Allemands voudraient à tout prix effacer les traces de leurs méfaits jusqu'à ce jour et ils ne pouvaient le faire qu'en anéantissant tous les hommes de notre Kommando, sans même en épargner un. C'est pourquoi nous ne considérions pas comme une chance pour nous le rapprochement du front. Au contraire, nous y voyions la nécessité de lancer notre action un peu plus tôt, si nous voulions encore accomplir quelque chose de notre vivant. Nous voulions, sous la pression de tout notre Kommando, amener le camp à comprendre que c'était l'extrême limite, mais malheureusement on nous retardait de jour en jour. Entre-temps, nous avions démonté le peu de matériel que nous avions et fabriqué avec celui-ci ce que nous voulions et dont nous avions besoin. Nous faisions tous les efforts pour maintenir l'équilibre du *Kommando*, nous faisions tout avec beaucoup d'abnégation mais [--]

53

[--] et cela a duré de longs mois. C'est pourquoi, nous avons réussi grâce aux efforts et au dévouement d'un certain nombre de jeunes filles juives qui travaillaient à [l'usine] de munitions⁴ [--] à nous procurer un peu de matériel⁵, qui devait nous être utile au [moment] [--] cacher et se [--] en plein cœur du [camp]. [...]

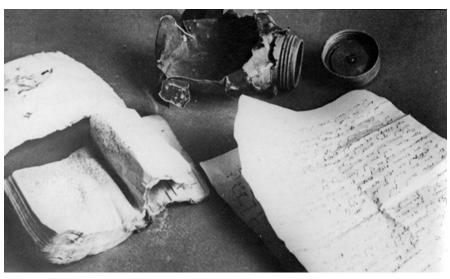
Extrait de *Des voix sous la cendre / Revue d'histoire*de la Shoah. Le Monde juif,

Centre de documentation juive contemporaine,

n° 171, janvier-avril 2001, pages 107-108

Notes

- **1.** Le nombre de Juifs hongrois massacrés à Birkenau a en fait atteint environ 400 000.
- **2.** C'est-à-dire l'Organisation générale de la résistance d'Auschwitz.
- 3. C'est-à-dire le Mouvement clandestin du camp.
- 4. À l'usine de l'Ilnion-Werke.
- 5. C'est-à-dire des explosifs de l'usine de l'Union-Werke



Fragments du manuscrit rédigé en yiddish et enterré par Zalmen Gradowski, membre du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau (coll. Musée d'Etat d'Auschwitz-Birkenau) le manuscrit est trouvé en 1945, après la libération du camp, dans un flacon en aluminium (visible sur l'image) près du Krematorium II.

BIOGRAPHIE

Rudolf Vrba (1924-2006)

23

Né en 1924 en Tchécoslovaquie, Rudolf Vrba (ou Walter Rosenberg) décide de rejoindre l'armée tchécoslovaque en exil en Grande-Bretagne, via la Hongrie, en mars 1942. Arrêté, il est envoyé au camp de Novaky en Slovaquie. Évadé mais repris, il est interné au camp de Majdanek puis transféré au camp d'Auschwitz en juin 1942. Affecté à Birkenau, il devient secrétaire du camp de mise en quarantaine pour hommes et peut collecter des informations sur la mise à mort des juifs à Auschwitz. Après deux ans de détention, il est devenu un membre important de la résistance clandestine du camp. En avril 1944, avec la complicité d'autres détenus, il réussit à s'évader en compagnie d'Alfred Wetzler. Les deux hommes parviennent à rallier la Slovaquie et rédigent un rapport sur la mise en œuvre de l'extermination des juifs d'Europe à Auschwitz-Birkenau, dont des extraits sont cités dans les médias alliés en juin. Les déportations depuis la Hongrie s'arrêtent au début juillet. Vrba et Wetzler rejoignent ensuite les partisans slovaques jusqu'à la fin de la guerre. Après la guerre, Vrba reprend ses études et devient un spécialiste mondialement reconnu en biochimie. Il émigre en Grande-Bretagne puis, en 1967, au Canada, où il meurt en 2006.

La dénonciation en France occupée des crimes dans les camps nazis

L'occupation de la France par l'Allemagne nazie se traduit immédiatement par la mise au pas des moyens d'information. La presse, la radio, les actualités cinématographiques ne diffusent plus que des nouvelles passées au filtre de la censure.

Les résistants font de l'expression libre une de leurs priorités. Très rapidement, avec des moyens modestes d'abord puis avec des moyens de plus en plus professionnels, ils impriment et distribuent clandestinement des centaines de millions de tracts et de journaux. Malgré les risques encourus du fait de la traque permanente de la police allemande, avec la collaboration active de la police française, les résistants tentent de mobiliser leurs lecteurs, de les informer de leurs actions et de dénoncer les exactions de l'occupant allemand et de l'Etat français.

Si les résistants évoquent surtout la situation intérieure de la France, ils écoutent avec attention les nouvelles qui parviennent de l'extérieur par l'intermédiaire des radios du « monde libre ». Elles leur permettent de rendre compte de l'évolution de la guerre, de redonner l'espoir, mais aussi de relayer les informations sur les crimes commis par les nazis dans les territoires sous leur contrôle.

Dans un premier temps, la presse clandestine ignore la situation des camps de concentration. La répression est d'abord dénoncée au travers des arrestations et des internements puis des exécutions massives d'otages. Dans un second temps, les premières déportations conduisent à s'interroger sur la réalité des camps où sont envoyés les déportés. Les informations suffisantes ou fiables manquent. Ponctuellement, les journaux s'inquiètent du sort des résistants envoyés en Allemagne. Les informations qui parviennent sur le convoi de 230 résistantes déportées à Auschwitz le 24 janvier 1943 montrent que ce camp n'a plus rien à voir avec les camps d'avant-guerre. D'autres informations, arrivées par diverses filières, confirment ce constat, mais rien ne permet d'imaginer ce qui sera découvert à la libération des camps de concentration au printemps 1945.

La menace qui pèse sur les juifs de France est encore plus difficile à concevoir. La presse de la Résistance juive se fait l'écho des informations qui filtrent d'Europe de l'Est. Les résistants juifs sont aussi à l'écoute des radios étrangères qui diffusent les premières relations des persécutions perpétrées par les nazis contre

24

les juifs de Pologne (enfermement dans les ghettos et pogroms). L'angoisse s'accroit avec les informations qui proviennent des territoires de l'Est après l'attaque contre l'Union soviétique. Des journaux comme *Notre Voix* ou *J'accuse* les relaient pour avertir les juifs des risques qu'ils courent alors que les Allemands organisent les premières rafles en France puis les premiers convois de déportation vers l'Est. Il s'agit de sauver les juifs de France en les appelant à la vigilance, puisque la fuite à l'étranger n'est plus possible. Il faut se cacher ou se fondre dans la population, en espérant que personne ne dénoncera les pourchassés à la police allemande ou à la police française.

Dès 1942, des informations précises, transmises notamment par la Résistance polonaise, permettent de mesurer l'ampleur du massacre en cours. Les chiffres diffusés en 1943 sont proches des estimations produites depuis par les historiens. Les juifs de France, d'abord persuadés qu'ils seront protégés par l'Etat français, savent dorénavant qu'il n'en sera rien et qu'ils sont menacés de mort. Les trois-quarts d'entre eux parviennent à échapper aux arrestations et aux déportations, souvent avec l'aide des organisations de résistance juives et non-juives.

Le camp d'Auschwitz

Fernand Grenier, ancien député de la Seine et représentant du Parti communiste français auprès du général de Gaulle, évoque dans une allocution le sort des 230 Françaises déportées à Auschwitz par le convoi du 24 janvier 1943. Au moment où il prend la parole, un quart d'entre elles sont encore en vie.

En janvier dernier, une centaine de Françaises quittaient le fort de Romainville, près de Paris, en chantant *La Marseillaise*. Vingt-six d'entre elles étaient veuves d'otages fusillés, parmi lesquelles May Politzer, veuve du philosophe; Hélène Solomon, veuve du physicien et fille du professeur Langevin; la veuve du docteur Bauer, jeune écrivain qui avait dirigé *Les Cahiers de la Jeunesse*; la veuve de l'instituteur Laguesse.

Dans le convoi des déportées se trouvaient également Yvonne Bloch, dont le seul crime était d'avoir un mari écrivain que la Gestapo recherche depuis trois ans; Marie-Claude Vaillant-Couturier et Danielle Casanova, présidente de l'Union des Jeunes Filles de France.

Depuis le départ de Romainville, huit mois ont passé. Aucune lettre n'est jamais parvenue. Qu'étaient devenues les déportées? Nous venons enfin de l'apprendre par le rapport d'un évadé du camp de concentration d'Auschwitz, où ces cent Françaises se trouvaient encore en avril. Ecoutez l'effroyable récit de ce témoin :

«Le camp d'Auschwitz se trouve en Haute-Silésie, à 30 kilomètres de Kattowitz. 10 000 déportés de toutes nationalités y sont parqués, parmi lesquels les milliers d'otages amenés des camps de Drancy, de Compiègne, de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande.

« Ils sont logés dans des casernes, 300 par chambre, et ils couchent à sept par lit sur de la paille qui n'est jamais changée. Ils n'ont pas de place pour s'allonger et passent la nuit assis. Ils portent des habits de bagnards et ont un numéro matricule marqué sur le vêtement et sur la peau de la poitrine... »

Les ministres de Vichy, tous les ministres de Vichy et pas seulement Laval, sont comptables de la vie des déportés de Silésie, comme ils le sont de la vie d'Edouard Herriot, de Léon Blum, de Léon Jouhaux, de Paul Reynaud et de tous les Français amenés en Allemagne pour servir d'otages.

Le tyran hitlérien, tant qu'il fut puissant, usa cyniquement de l'arme de la terreur. Il ne l'emploie plus aujourd'hui qu'en cachette, tant il craint le sursaut de colère de ses propres victimes. Le silence doit être brisé.

La France entière doit connaître ce qui se passe au camp d'Auschwitz. La France entière doit empêcher l'assassinat de ces cent jeunes Françaises et des milliers de nos compatriotes déportés à l'Est.

Allocution de Fernand Grenier dans l'émission *Les Français parlent aux Français* diffusée par la BBC en août 1943, cité dans Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *Ici Londres 1940-1944. Les voix de la liberté*, tome III, La Documentation française, 1975, pages 27-28



Journal clandestin J'accuse, organe du Mouvement national contre la barbarie raciste, nº 8, janvier 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny)

«Devant le monstrueux bilan des massacres de l'année écoulée jurons au seuil de la nouvelle année de renforcer notre lutte contre les assassins hitlériens qui souillent notre patrie de leurs crimes racistes. / Contre les 4 millions de Juifs amenés de tous les pays occupés et «encerclés» dans les ghettos de Pologne, une gigantesque «bataille d'anéantissement» est menée d'après un plan minutieusement établi. Plus d'un milllion d'hommes, de femmes et d'enfants exterminés au cours de l'année 1942. [...] / Mais le monde civilisé tout entier a poussé un cri d'horreur en apprenant ces faits terrifiants. La vision de cette hécatombe des innocents a fait dresser un mur de haine, de dégoût et de mépris entre les auteurs de ces massacres, ramassis d'assassins professionnels, et la masse innombrable de ceux qui ont conservé des sentiments humains.»





Journal clandestin *Défense de la France*, n° 39, 30 septembre 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

«L'ordre nouveau en Europe

Dans les camps de concentration

Des centaines de milliers de malheureux, de toutes nationalités, souffrent et meurent dans les camps de concentration. [...]

Dans le camp de concentration d'Oswiecim, diocèse de Cracovie, 40 000 hommes sont opprimés jusqu'à la mort dans des conditions inouïes. La mortalité atteint parfois 150 personnes par jour. Les morts sont brûlés pour effacer les traces des tortures. Trois fours crématoires fonctionnent quotidiennement à la porte du camp. »

Pour consulter la version développée, voir <u>www.musee-resistance.com/cnrd</u>



Journal clandestin *Radio France*, nº 23, 8 juin 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

«Avant 1939, il y avait trois millions et demi de juifs habitant la Pologne. Depuis 1940, 700 000 juifs d'Europe ont été déportés en Pologne par les Allemands.

D'après les dernières estimations, il n'en restait au mois d'avril que 300 000.

300 000 sur plus de quatre millions. Ces chiffres font frémir. Les autorités allemandes ont voulu systématiquement détruire la population juive et se sont livrées à une extermination méthodique. [...] Pendant l'hiver 41–42 les massacres commencient on fusilla, puis on recourut aux gaz asphyxiants. [...] Il faut que le monde entier sache ce qu'est la persécution nazie. Il faut qu'il sache et surtout qu'il se souvienne.

La victoire et la libération des peuples opprimés amèneront le juste châtiment des bourreaux, quel qu'en soit le nombre. Mais cela ne suffit point. Il faut que les hommes se souviennent et qu'ils s'emploient à construire un monde où le retour à la barbarie soit impossible pour toujours. » (retranscription d'une émission de Radio Londres sur la tragédie du ghetto de Varsovie, 2 juin 1944)



Après la libération des camps nazis

1 - Le choc de la libération des camps

La libération des camps est à la fois une révélation et un choc. Malgré toutes les informations sorties des camps et parvenues jusqu'aux dirigeants alliés, malgré la diffusion d'une partie d'entre elles par la radio ou par la presse des pays libres, ou par la presse clandestine des pays occupés puis par la presse légale des pays libérés, la découverte de l'univers concentrationnaire dépasse tout ce qui avait pu être envisagé.

Les forces libératrices sont les premières à accuser le coup. Bien que confrontés à des combats très durs lors de leur progression vers le centre de l'Allemagne nazie, les soldats alliés sont profondément marqués par ce qu'ils trouvent dans les camps qu'ils libèrent. L'amoncellement des cadavres, les vivants que l'on peine à distinguer des

morts, le sentiment d'impuissance face à la détresse physique des rescapés suscitent une compassion immédiate. La phrase du général Eisenhower, commandant suprême des armées alliées à l'Ouest, après sa visite du camp d'Ohrdruf résume l'opinion générale: « Si les soldats américains se demandaient encore pourquoi ils combattent, à présent ils le savent ».

Les autorités militaires sont déroutées par les situations qu'elles trouvent, inédites donc inattendues. D'abord surprises et dépassées, elles doivent improviser une gestion dans l'urgence. Dans les premières heures de la libération, après la disparition du pouvoir SS, elles laissent une forme d'anarchie se développer, favorisant les actes de vengeance sommaire de détenus contre ceux qui les ont

.....

tant fait souffrir, avant de ramener l'ordre, souvent avec l'aide des déportés qui sont parvenus à s'organiser avant ou après la libération. La répétition des découvertes amène une prise en charge plus efficace des camps et des rescapés mais augmente encore l'indignation face à l'ampleur des crimes commis et la volonté de sanctionner, par des voies légales, les responsables que l'on a pu capturer.

La presse alliée couvre évidemment la fin de la guerre et la découverte des camps. Les reporters qui suivent les armées alliées réalisent des images ou écrivent des articles qui impressionnent l'opinion. Les camps de concentration deviennent la manifestation la plus évidente de l'ignominie du régime nazi. Ils justifient le combat mené par les résistances en Europe et le sacrifice de tous ceux qui sont tombés pour vaincre l'Allemagne nazie. En France, l'exposition Crimes hitlériens qui ouvre en juin 1945 au Grand Palais à Paris, pensée initialement comme le rappel de crimes commis durant l'Occupation, est complétée avant son inauguration par une partie sur les camps de concentration, illustrée notamment par les clichés pris lors de leur libération. L'exposition est interdite au moins de 16 ans.

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

Les cadavres de déportés, morts dans le train qui les évacuait de Buchenwald, abandonné aux portes du camp, Dachau, avril 1945 (coll. AFR/Eric Schwab).



Cadavres de deux déportés transportés dans une charrette à bras, Dachau, avril 1945 (coll. AFP/Eric Schwab).

Montrer la mort à la libération des camps

.....

Eric Schwab est un journaliste accrédité auprès de l'Armée américaine. Il couvre notamment la libération de Dachau et celle de Buchenwald. C'est un photographe talentueux. Il sait composer ses images, jouer sur les points de vues, les contrechamps, voire les hors-champs. Cependant, contrairement à certains de ses confrères, il semble rejeter les mises en scènes trop fabriquées et s'efforce de saisir les sentiments des protagonistes. S'il photographie le chargement de cadavres sur une remorque à plateforme à Dachau, il prend le cliché à hauteur d'homme. Il ne choisit pas la contre-plongée qui produit un effet de mise en scène comme le fait sa consœur Margaret Bourke-White lorsqu'elle photographie une autre remorque pleine de corps empilés les uns sur les autres, présentée à la presse par les libérateurs américains à Buchenwald. À Dachau, Eric Schwab se rend sur le lieu où stationne un train provenant de Buchenwald, rempli des cadavres des déportés qui n'ont pas survécu au transport d'évacuation. Il prend une dizaine de clichés. Il choisit de grimper sur le toit de l'un des wagons pour saisir l'effarement des soldats américains devant ces corps morts imbriqués les uns dans les autres, formant un conglomérat d'où émergent les silhouettes de quelques individus à l'apparence humaine.

À Dachau encore, il choisit de prendre en gros plan les corps de deux déportés décédés qui vont être inhumés. Il n'est plus question ici de la charrette des morts qui ramassait telles des bûches les cadavres de la nuit, mais d'un corbillard improvisé sur lequel les déportés ont été installés avec précaution, leurs corps recouverts à moitié d'une couverture. Ce retour à l'humanité dans la mort est renforcé par la présence respectueuse des autres détenus, debout, dont on aperçoit les pieds et les jambes en arrière-plan. Pour consulter la biographie d'Eric Schwab, voir www.musee-resistance.com/cnrd



Cadavres de déportés entassés sur une remorque à plateforme dans la cour intérieure du crématoire de Buchenwald, avril 1945 (coll. LifelMargaret Bourke-White).

2 - Pour les victimes, se reconstruire en tant qu'êtres humains

Les déportés qui rentrent chez eux doivent surmonter leurs traumatismes et réapprendre à vivre normalement. Les plus chanceux retrouvent une famille, des amis, un métier. Les rares survivants juifs qui reviennent en France doivent faire face à la disparition de tout ou partie de leur famille, à la spoliation de leurs biens, à la difficulté d'être encore en vie quand tant des siens sont morts. Ce syndrome du survivant est partagé par les déportés de répression.

Tenter de revivre et de retrouver sa dignité

La priorité est de recouvrer un état de santé correct. Les plus atteints sont pris en charge par l'État qui organise des séjours prolongés à l'hôpital ou en sanatorium. Pour ceux qui n'ont pas besoin de soins intensifs, le dévouement d'un médecin de famille s'avère déterminant. Pour beaucoup, la médecine ne pourra rien, malgré les études sur les pathologies concentrationnaires publiées rapidement après le retour des déportés.

Si le corps se retape peu à peu, l'esprit peine à quitter le camp. Les habitudes de survie persistent: certains déportés dorment un temps au sol ne supportant pas les lits moelleux, la nourriture est dévorée jusqu'à la dernière miette par peur de manquer, certains bruits perturbent ou apeurent sans que l'entourage comprenne pourquoi. Il faut beaucoup de patience aux proches pour accompagner les déportés et leur permettre d'abandonner ces comportements instinctifs pour redevenir des individus policés et sociables. Par les gestes et les regards bienveillants qui leur sont adressés, les rescapés retrouvent la dignité dont on a voulu les priver.

Les déportés sont soutenus dans leur reconstruction par la compassion et la solidarité dont fait preuve la société française dans son ensemble. Ils ont droit à la reconnaissance de la Nation: les disparus sont des martyrs, les rescapés sont des héros. Ils retrouvent leur place dans la communauté humaine. Cependant, il est difficile de comprendre, et plus encore d'expliquer, ce qu'a été l'expérience des camps. Si quelques rescapés témoignent par oral ou par écrit, beaucoup finissent par se murer dans le silence, pour éviter les incompréhensions. Se taire, c'est aussi se protéger et protéger ses proches. La vie doit continuer, loin du camp, même si celui-ci peut resurgir à tout moment, lors des cauchemars qui agitent plus ou moins régulièrement les nuits des survivants.

Le rôle des associations de déportés en France

Les associations de déportés se constituent très rapidement. Dès les premiers mois du retour, les rescapés se regroupent en amicales de camp ou en fédérations. L'expérience partagée de la Déportation, plus que les souvenirs communs des déportés (qui n'étaient

pas forcément dans le même camp ou le même Kommando), est un ciment puissant. Dans les associations, les déportés sont entre eux, ils se soutiennent, se réconfortent et se comprennent. Si le confort et l'apaisement de l'entre-soi sont appréciés, la finalité des associations est de défendre les droits des déportés rentrés et des familles des disparus. Le sort des veuves et des orphelins inquiète particulièrement. Les associations sont très attentives à la législation qui met en place le régime des pensions dont dépendent les conditions d'existence de leurs membres. Elles savent pouvoir compter sur l'écoute et l'action des anciens déportés devenus maires, députés ou ministres.

Les associations considèrent qu'elles ont aussi une mission qui transcende la prise en compte des seules situations individuelles. Tous les déportés ont le sentiment d'avoir survécu à l'une des pires catastrophes de l'histoire de l'humanité. Ils ont connu la misère absolue, la relégation à l'état de soushumanité, la promiscuité obsédante avec la mort. Les anciens déportés de répression, les plus nombreux, le plus souvent anciens résistants et très souvent encore militants politiques, pensent qu'il est du devoir des survivants d'aider au progrès de la condition humaine. Les journaux des associations rendent compte de cette présence au monde tel qu'il est. Cependant, les prises de position des amicales ou des fédérations ne peuvent faire abstraction du contexte de leur époque. Lorsque David Rousset dénonce le Goulag stalinien comme il a condamné le système concentrationnaire hitlérien, il provoque des réactions virulentes de la part des déportés proches du Parti communiste, qui l'accusent d'instrumentaliser la mémoire des camps de concentration. La dénonciation de la domination coloniale ou celle de la torture lors de la guerre d'Algérie n'est pas unanime. Les rescapés des camps sont des citoyens presque comme les autres, avec leur perception personnelle des événements, mais aussi leurs contradictions.

Le plus souvent cependant, les déportés se retrouvent pour rendre hommage aux disparus et maintenir le souvenir des camps: pour l'institution d'une Journée nationale du souvenir Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation (votée en 1954), pour l'inauguration du Mémorial du martyr juif inconnu à Paris (en 1956), du Mémorial national aux martyrs et héros de la Déportation sur le site du camp du Struthof (en 1960) ou du Mémorial des martyrs de la Déportation sur l'Île de la Cité à Paris (en 1962).

Pendant des décennies, les amicales et les fédérations de déportés entretiennent la mémoire des camps, d'autant plus que l'université française tarde à en faire l'histoire. Elles soutiennent le Concours national de la Résistance et de la Déportation mis en place par l'Éducation nationale et participent à la création de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD) en 1990. Logiquement, l'un des premiers chantiers de la FMD consiste à établir la liste la plus précise possible des déportés de répression partis de France, dans la continuité du travail entrepris par Serge Klarsfeld pour les déportés juifs de France. Ce travail colossal, soutenu par toutes les amicales de camps, a permis de redonner une identité à toutes les victimes recensées, de leur restituer leur individualité pleine et entière dans la mémoire collective, tant au niveau national que local.

Les marques de la déshumanisation, symboles de la Déportation en France

À leur retour les rescapés s'organisent en associations et en fédérations. Beaucoup choisissent comme symboles ceux imposés par les nazis: les rayures de l'uniforme, le triangle rouge frappé du «F» ou le matricule. C'est le cas notamment des deux grandes fédérations de déportés (la FNDIRP et la FNDIR-UNADIF), mais aussi de la plupart des amicales de camps. Il peut paraître paradoxal que les anciens déportés reprennent les marques qu'ils devaient porter dans les camps et qui étaient destinées à leur faire perdre leur identité et leur individualité, à les réduire à l'état d'éléments classés selon les seuls critères des SS. Les premières images prises des déportés à la Libération contribuent à faire de l'uniforme rayé la tenue d'identification des déportés par rapport aux autres catégories de Français retenus en Allemagne (prisonniers de guerre, représentés avec leur uniforme de l'armée française, ou requis du STO, représentés avec un bleu de travail). Si le choix des rayures peut apparaître comme une évidence, ceux du triangle et du matricule sont plus surprenants. Beaucoup de déportés qui ont témoigné ont mis en avant leur matricule, n'hésitant pas à le rappeler au côté de leur nom et de celui du camp où il avait été enregistré. Tous sont encore capables au soir de leur vie de dire leur numéro en allemand et ne manquent pas une occasion de le prouver. La plupart des déportés passés par Auschwitz ont conservé leur matricule tatoué sur leur avantbras. Le triangle rouge des déportés résistants est arboré avec fierté depuis la Libération, comme plus récemment l'étoile de David des déportés juifs (l'Association de fils et filles des déportés juifs de France) ou le triangle violet des déportés homosexuels (Les Oublié-e-s de la Mémoire).

On peut y voir la volonté des déportés, de leurs familles et de ceux qui portent la mémoire des différentes déportations de détourner une marque d'infamie et de la revendiquer comme un appel à la vigilance et un symbole de revanche, mais aussi comme un hommage aux disparus, morts avant d'avoir pu retrouver leur identité d'hommes libres.

BIOGRAPHIE

Marie-Claude Vaillant-Couturier (1912-1996)

Née à Paris, elle est la fille de Cosette de Brunhoff et de Lucien Vogel, directeur du magazine Vu.

Après ses études, elle vit à Berlin. Reporter photographe, elle participe au reportage paru dans Vu sur les premiers camps de concentration nazis. De retour à Paris, elle milite dans l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, dont elle épouse le secrétaire général, Paul Vaillant Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*. Elle s'impose comme une figure féminine importante du Parti communiste après le décès de Paul Vaillant-Couturier en 1937, dont elle conserve le nom.

En 1939, elle devient la compagne de Roger Ginsburger, dit Pierre Villon, architecte et dirigeant communiste, un des principaux chefs de la Résistance communiste durant l'Occupation. Arrêtée comme résistante, elle est déportée à Auschwitz avec dans le convoi de répression du 24 janvier 1943 constitué de 230 femmes. Transférée à Birkenau, elle assiste à l'extermination des juifs hongrois au printemps 1944. Après 18 mois passés à Auschwitz, elle est transférée à Ravensbrück, où elle parvient à survivre jusqu'à la libération. Elle reste sur place jusqu'au rapatriement des dernières Françaises.

A son retour, elle reprend ses activités politiques et s'investit dans la défense des anciens déportés et résistants, notamment au sein de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP). Le 28 janvier 1946, elle témoigne au procès des principaux responsables nazis à Nuremberg.

Députée communiste dès 1945, elle défend à l'Assemblée nationale en 1964 le renforcement de la loi sur « l'imprescriptibilité du génocide et des crimes contre l'humanité ».

En 1990, elle devient la première présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (FMD) dont elle a fortement soutenu la création.



Marie-Claude Vaillant-Couturier pendant son témoignage au procès de Nuremberg (coll. AFP).

3 – Pour les bourreaux, sanctionner les responsables

Dans les déclarations faites avant la fin des hostilités, les gouvernements alliés ont menacé les dignitaires nazis de sanctions suite à leurs actions criminelles. Des commissions d'enquête se mettent au travail dès la découverte des premiers camps, récupèrent les archives qui n'ont pas été détruites par les SS, interrogent les détenus libérés et les gardiens capturés, procèdent à des relevés sur site et à des examens médicaux. Des équipes de photographes et de cinéastes prennent des images comme autant de preuves à charge, avant qu'elles soient aussi utilisées par les services de propagande alliés pour informer les opinions publiques. Il faut établir les faits et désigner les responsables.

Les forces alliées ont donc la consigne de rechercher et de retrouver les criminels supposés. Les SS sont particulièrement visés, de par leur rôle déterminant dans l'appareil de répression et de terreur de l'Allemagne nazie. Le tatouage à l'aisselle que les SS ont longtemps porté avec fierté devient une marque compromettante que certains cherchent à faire disparaître, avec difficulté. Les arrestations se multiplient sur tout le territoire de l'ancien Reich mais il est facile de se couler dans la masse de la population d'un pays en plein chaos et de se faire oublier, surtout si l'on bénéficie de la complicité de relations ou de proches. Les hauts dignitaires ont cependant du mal à passer entre les mailles du filet. La plupart sont interpellés. Imitant leur Führer, quelques-uns préfèrent se suiLe crime contre l'humanité

Le crime contre l'humanité est défini dans la Charte de Londres qui établit le tribunal militaire international de Nuremberg en 1945: «l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain inspirés par des motifs politiques, philosophiques, raciaux ou religieux et organisés en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile». Les hauts responsables nazis jugés au procès sont accusés de complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Lors du procès la France est chargée d'établir l'acte d'accusation concernant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité – qui ne sont pas séparés dans les réquisitoires - pour l'Europe de l'Ouest. L'Union soviétique est chargée de la partie concernant l'Europe de l'Est. Seize accusés sont reconnus coupables de crimes contre l'humanité. La nature des crimes contre l'humanité a été précisée par le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale (CPI) en 1998. Depuis 2002, la CPI peut juger, outre les crimes contre l'humanité, les crimes de génocide, les crimes de guerre, les crimes d'agression. Tous les pays n'ont pas ratifié le Statut de Rome. En France, depuis 1964, le crime contre l'humanité est imprescriptible. Défendu par Marie-Claude Vaillant-Couturier, résistante communiste déportée à Auschwitz, le projet de loi est adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. C'est le seul crime imprescriptible dans le droit français. En 2001, la France reconnaît comme crimes contre l'humanité la traite des noirs et l'esclavage. Elle reconnaît également le génocide des Arméniens. Depuis 2016, la négation ou la banalisation de tous les crimes contre l'humanité est punie par la loi française. La première loi bioéthique «relative au corps humain», votée en 1994, rappelle le principe que «nul ne peut porter atteinte à l'intégrité humaine ». La seconde loi bioéthique, votée en 2004, établit la notion de «crimes contre l'espèce humaine» et rend possible la répression de l'eugénisme et du clonage reproductif en France.

cider plutôt que de devoir répondre de leurs actes. D'autres envisagent de quitter l'Allemagne et l'Europe dès qu'ils le pourront. Les principaux dignitaires du régime nazi qui ne sont pas suicidés sont jugés par le tribunal international de Nuremberg. Quatre chefs d'inculpation ont été retenus: complot, crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité, une innovation juridique due à la nature exceptionnelle des faits à juger. Le procès commence en novembre 1945 et se termine en octobre 1946 avec douze condamnations à mort, trois emprisonnements à perpétuité, quatre emprisonnements de 10 à 20 ans et trois acquittements. En plus des individus, des organisations sont reconnues criminelles: le corps des chefs politiques du NSDAP, la SS,

la Gestapo, le SD, mais pas les SA, ni le gouvernement du Reich ni les états-majors militaires, pourtant impliqués dans l'exploitation de la main-d'œuvre concentrationnaire et l'extermination des juifs d'Europe.

À Nuremberg, entre octobre 1946 et avril 1949, suivent douze autres procès menés par le seul tribunal militaire américain. Sont jugés notamment des médecins ayant pratiqué des expérimentations sur des êtres humains dans les camps, des SS responsables de la gestion des camps de concentration (dont Oswald Pohl, chef du WVHA), des SS membres des *Einsatzgruppen* et du SD, des industriels ayant utilisé la main-d'œuvre concentrationnaire, etc. Sur 177 accusés, 24 sont condamnés à mort (12 exécutés), 120 à la prison (20 à perpétuité), 35 acquittés.

Des procès sont organisés dans chaque zone d'occupation alliée pour juger les responsables des différents camps de concentration. Les anciens déportés sont appelés à témoigner. La presse française rend compte des premiers procès mais, le temps passant, son intérêt diminue. En revanche, les publications des associations de déportés, en premier lieu celles des amicales de camp, se font un devoir de tenir la chronique des procès et des verdicts prononcés, non sans regretter la trop grande mansuétude de certains juge-

ments. Dans la zone américaine, les procès des personnels des camps (Buchenwald, Dachau, Flossenbürg, Mauthausen, Dora) aboutissent à 324 condamnations à mort et 247 condamnations à perpétuité sur 1 517 accusés. Au total entre 1946 et 1949, les tribunaux militaires des zones d'occupation américaine, britannique et française ont jugé près de 5 000 nazis, contre 13 500 en zone d'occupation soviétique. Plus le temps passe, moins les peines sont lourdes. Les dernières exécutions ont lieu en 1951 (des membres des Einsatzgruppen) alors que des remises de peines sont accordées aux condamnés à la prison des procès de Nuremberg (les derniers condamnés sont libérés en 1958). Dans les années 1960, d'autres procès réactivent l'intérêt de l'opinion publique. C'est d'abord en 1961 le procès à Jérusalem du SS Adolf Eichmann, l'ancien chef de l'Amt IVb4 du RSHA, en charge de l'organisation des déportations des juifs d'Europe. C'est ensuite le procès à Francfort en 1964 de membres du personnel d'Auschwitz. Les magistrats font de ces procès l'occasion de montrer le caractère ignoble et terrifiant des faits qui sont reprochés aux accusés. En donnant une plus large place aux rescapés, la justice participe au travail d'histoire et de mémoire.

Si l'imprescriptibilité permet de poursuivre

pendant de nombreuses années les criminels nazis, le manque de conviction de certaines autorités judiciaires et la disparition physique des présumés coupables mettent fin progressivement aux poursuites. Les derniers procès ne concernent plus que des subalternes, qui furent toutefois des criminels de masse, quoi qu'ils aient pu affirmer pour se disculper.

BIOGRAPHIE

Léon Poliakov (1910-1997). Né en Russie, sa famille émigre en France en 1920. Il part faire ses études en Allemagne et vit la montée du nazisme avant de revenir en France. Engagé volontaire dans l'armée française, il est fait prisonnier mais parvient à s'évader. Confronté aux persécutions antisémites, il entre dans la clandestinité et participe à la lutte contre les déportations. En 1943, il contribue à la création du Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) avec Isaac Schneersohn. À la Libération, il poursuit son travail documentaire. Il est sollicité pour traduire les archives de la Gestapo en France puis assiste Edgar Faure, procureur adjoint français au procès de Nuremberg en charge du réquisitoire sur la Déportation. Il se trouve ainsi en mesure de rapporter au CDJC les archives rassemblées par la France à l'occasion du procès. Sa connaissance des archives lui permet de rédiger son Bréviaire de la haine. Le III^e Reich et les Juifs, publié en 1951, dans lequel il décrit les mécanismes qui ont conduit à la mise en œuvre du génocide des juifs d'Europe par les nazis. Il poursuit son travail sur l'antisémitisme dans l'histoire et devient directeur de recherches au CNRS.



Le Code de Nuremberg

Les actes du jugement du procès des médecins à Nuremberg (décembre 1946-août 1947) contiennent la liste de dix critères considérés comme «acceptables» pour pratiquer des expérimentations sur l'être humain. Ces critères reprennent des principes énoncés et mis en pratique depuis plusieurs décennies. Le non-respect de ces critères par les 16 des 23 médecins nazis traduits devant le tribunal militaire et accusés d'avoir pratiqué ou d'avoir été impliqués dans des expériences sur des détenus des camps de concentration justifie leur condamnation.

Les dix critères retenus par les juges, avant tout juridiques, deviennent un cadre déontologique de référence, à prétention universelle, connu dorénavant sous le nom de «Code de Nuremberg». Rédigé en anglais, le texte est traduit en français en 1950 par le Dr François Bayle, médecin psychiatre qui a assisté au procès et rencontré la plupart des accusés.

En 1983, la France est le premier pays à se doter d'un Conseil consultatif national d'éthique (CCNE) pour les sciences de la vie et de la santé. Sa vocation est « de soulever les enjeux des avancées de la connaissance scientifique dans le domaine

Lors du procès des médecins, le Dr Alexander, expert médical américain montre les cicatrices sur les jambes de Jadwiga Dzido, une résistance polonaise victime d'expérimentations pseudo-médicales au camp de Ravensbrück, Nuremberg, 22 décembre 1946 (coll. USHMM).

du vivant et de susciter une réflexion de la part de la société». Dès son deuxième avis, sur «les essais de nouveaux traitements chez l'homme», le CCNE fait référence au Code de Nuremberg. Dans la nouvelle traduction proposée, le terme « malade » remplace celui de « sujet humain » afin que la protection accordée concerne à la fois les « sujets sains », libres de leurs choix, et les « sujets malades », pour lesquels les médecins pourraient être tentés de prendre des décisions à leur place.

4 – Penser l'humanité après les camps

Les premiers récits qui paraissent de la situation des camps libérés insistent tous sur le sentiment que la condition humaine a été atteinte dans ses fondements par les nazis. La question de la perte de leur humanité par les victimes se pose immédiatement, comme celle de l'humanité des bourreaux. Depuis 1945, les chercheurs en sciences humaines ont tenté de proposer des réponses. Les rescapés ont été parmi les premiers à s'interroger.

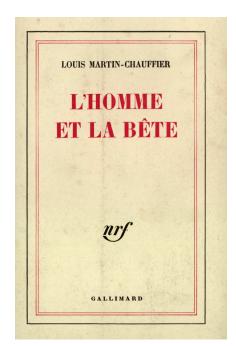
L'humanité des victimes

Les témoignages des déportés évoquent tous l'importance vitale accordée aux besoins les plus basiques: manger, boire, dormir, se protéger du froid ou des coups. Tous admettent s'être méfiés des autres détenus, vus comme des ennemis potentiels, capables de s'emparer des pauvres biens encore possédés et de mettre en péril la survie. A contrario, tous les témoignages insistent sur le caractère essentiel de l'entraide et de la solidarité. Si l'humanité n'a pas été annihilée dans les camps, l'animalité enfouie en chaque être humain s'est manifestée sous la forme des instincts primaires, plus ou moins fortement exprimés selon les individus. Les intellectuels rentrés des camps ont pris le parti de confronter l'expérience concentrationnaire avec une réflexion théorique sur la nature et la condition humaines. Deux contributions ont acquis un statut à part : celle de Primo Levi (Si c'est un homme) et celle de Robert Antelme (*L'Espèce humaine*), publiées dès 1947.

En étudiant, tel un anthropologue, le fonctionnement du camp d'Auschwitz, Primo Levi oppose les détenus qui, sous la contrainte des circonstances, se comportent comme des bêtes et qui, pour les plus lucides, peuvent en éprouver de la honte, à ceux qui peuvent encore être désignés, selon ses critères, comme des hommes. Il montre un monde terrible, qu'il compare à l'Enfer de Dante, dans lequel quelques détenus seulement arrivent à conserver des sentiments humains, à être capables de discerner entre le bien et le mal. Pour Primo Levi, il ne peut être mis un terme à la négation de l'homme que par la fin du camp et la libération des détenus. Lorsqu'il retrouve la liberté, l'auteur considère qu'il a sombré comme les autres: « Nous appartenions à un monde de morts et de larves. La dernière trace de civilisation avait disparu autour de nous et en nous. L'œuvre entreprise par les Allemands triomphants avait été portée à terme par les Allemands vaincus: ils avaient bel et bien fait de nous des bêtes.» (pages 184-185). C'est en quittant Auschwitz que Primo Levi retrouve sa condition d'homme.

Robert Antelme pousse la réflexion plus loin que Primo Levi. Dans L'Espèce humaine (Gallimard, 1957), il décrit le fonctionnement du camp de Gandersheim, un Kommando de Buchenwald. Il rappelle en avant-propos la nécessité d'écrire ce livre afin de trouver les mots pour raconter ce qui tend à être indicible. « Et dès les premiers jours cependant, il nous paraissait impossible de combler la distance entre le langage dont nous disposions et cette expérience que, pour la plupart, nous étions encore en train de poursuivre dans notre corps. [...] À peine commencions-nous à raconter, que nous suffoquions. À nousmêmes, ce que nous avions à dire commençait alors à nous paraître inimaginable.» (page 9)

Pour Robert Antelme, la question fondamentale est celle de la préservation de l'humanité en chaque détenu, quelle que soit sa situation dans le camp et son exposition à la violence des SS et des *Kapos* (l'auteur souligne dès l'avant-propos les différences qu'il peut y avoir entre ce qu'il rapporte et ce qu'il



Louis Martin-Chauffier, *L'homme et la bête*, Gallimard, 1948 (DR).

«Les témoignages recueillis près de mes camarades sortis des autres camps confirment l'impression qui, dès l'abord, m'avait frappé à Neuengamme. Le traitement que nous infligeaient les SS était la mise en œuvre d'un plan concerté en haut lieu. Il pouvait comporter des raffinements, des embellissements, des fioritures, dus à l'initiative, aux fantaisies, aux goûts du chef de camp: le sadisme a des nuances. Le dessein général était déterminé. Avant de nous tuer ou de nous faire mourir, il fallait nous avilir. Par une double entreprise, physique et morale. L'intention ne laissait aucun doute: elle trouvait sa source dans la haine de l'homme. »

30

s'est passé dans d'autres *Kommandos* ou dans les camps principaux). Au final, malgré un postulat identique, son analyse tranche radicalement avec celle de Primo Levi.

Le travail d'analyse de Robert Antelme, intégré à son récit autobiographique, le conduit à contester l'idée que l'homme a pu perdre son humanité, même si l'on a tenté de la lui nier.

«C'est un rêve SS de croire que nous avons pour mission historique de changer d'espèce, et comme cette mutation se fait trop lentement, ils tuent. Non, cette maladie extraordinaire n'est autre chose qu'un moment culminant de l'histoire des hommes. Et cela peut signifier deux choses: d'abord que l'on fait l'épreuve de la solidité de cette espèce, de sa fixité. Ensuite, que la variété des rapports entre les hommes, leur couleur, leurs coutumes, leur formation en classes masquent une vérité qui apparaît ici éclatante, au bord de la nature, à l'approche de nos limites: il n'y a pas des espèces humaines, il y a une espèce humaine.» (page 229)

Continuant son raisonnement, Robert Antelme aboutit à une conclusion qui dépasse le caractère périssable de l'être humain par l'irréductibilité de la condition humaine. Il transcende la lutte individuelle, si souvent vaine, d'hommes contre d'autres hommes, par l'unité constitutive de la communauté humaine.

«C'est parce que nous sommes des hommes comme eux que les SS seront en définitive impuissants devant nous. C'est parce qu'ils auront tenté de mettre en cause l'unité de cette espèce qu'ils seront finalement écrasés. [...]

Et si nous pensons alors cette chose qui, d'ici, est certainement la chose la plus considérable que l'on puisse penser: «Les SS ne sont que des hommes comme nous»; [...] la pire victime ne peut faire autrement que de constater que, dans son pire exercice, la puissance du bourreau ne peut être autre qu'une de celle de l'homme: la puissance de meurtre. Il peut tuer un homme, mais il ne peut pas le changer en autre chose.» (pages 229-230)

Pour consulter la version développée, voir www.musee-resistance.com/cnrd

L'humanité des bourreaux

L'une des interrogations les plus importantes de l'après-guerre concerne la nature des criminels nazis. La question se pose pour établir leur responsabilité, devant l'histoire pour ceux qui ont disparu, devant la justice pour ceux qui ont pu être capturés et qui sont traduits devant les tribunaux. La grandeur des vainqueurs a été de les juger comme des hommes responsables de leurs actes et de les condamner pour ce qu'ils avaient fait et non pour ce qu'ils étaient. Les enquêtes minutieuses qui sont conduites visent donc à établir leur niveau d'implication dans les processus criminels mais aussi leur niveau d'adhésion aux ordres transmis. Ce dernier point est celui qui fait le plus débat.

La folie criminelle a été avancée pour expliquer l'élaboration puis la réalisation du programme nazi. Seuls des fous pouvaient développer un système précarisant à ce point la vie humaine ou envisager la mise en œuvre d'un génocide d'une telle ampleur. Très rapidement, il est apparu que la folie ne pouvait être une explication satisfaisante, même si la santé mentale d'un certain nombre d'accusés semblait défaillante (Rudolf Hess échappe ainsi à la condamnation à mort au procès de Nuremberg, mais est condamné à la prison à perpétuité).

Dans le même ordre d'idée, la monstruosité des criminels nazis est demeurée un élément de langage, utilisé pour son efficacité dans les discours de propagande, mais inopérant pour comprendre la genèse du nazisme et ses prolongements meurtriers. La citation de Bertold Brecht tant de fois reprise («Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde ») vise avant tout à activer l'imaginaire (chacun pense au dragon, incarnation du mal absolu) et à susciter une image en mesure de faire réagir et d'inciter à la vigilance.

À la suite des juges, les chercheurs en sciences humaines ont tenté d'aller plus loin. Convaincus comme Robert Antelme, de l'humanité des criminels nazis, ils ont voulu comprendre les mécanismes qui les ont conduits à devenir des meurtriers de masse. Prolongeant le travail d'enquête réalisé autour des procès, ils ont démontré l'organisation rationnelle de l'entreprise criminelle nazie. La philosophe Hannah Arendt a cru voir en Adolf Eichmann, jugé à Jérusalem en 1961, l'incarnation du fonctionnaire consciencieux, soucieux de répondre à la demande de ses supérieurs, sans état d'âme. Elle a qualifié son attitude de «banalité du mal». Ayant assisté au procès, Hannah Arendt s'est laissé abuser par la stratégie de défense d'Eichmann, conscient du fait qu'il avait tout intérêt à minimiser le plus possible son rôle. Occupant un poste essentiel dans la mise en œuvre du génocide (ce qui explique sa participation à la conférence de Wannsee en janvier 1942), il a manifesté à plusieurs reprises avant d'être capturé son adhésion totale à l'idéologie nazie et ses regrets de n'avoir pas pu achever la mission qui lui avait été confiée. Comme tant d'autres nazis, Eichmann n'éprouve aucun remord et se demande même pour quelle raison on lui demande des comptes alors qu'il a le sentiment du devoir accompli.

L'adhésion de millions d'individus à une idéologie inégalitaire et eugéniste, base théorique permettant de justifier des pratiques criminelles et génocidaires, et la participation effective de plusieurs centaines de milliers à des actions meurtrières ne doivent cesser de nous interroger.

La grandeur des vainqueurs a été de juger les criminels nazis comme des êtres humains disposant de droits et responsables de leurs actes. C'est bien la justice des hommes qui les a sanctionnés, avec sa force et ses faiblesses. C'est l'histoire - le récit que les hommes font de leur présence sur la Terre - qui a pris le relais et a pour tâche d'inscrire dans la mémoire de l'humanité l'univers concentrationnaire comme l'une des pires atteintes faites à l'espèce humaine, mais aussi comme l'une des plus éloquentes démonstrations de la capacité des êtres humains à survivre et surmonter la tentation d'un retour définitif à l'état de nature qui les ferait redevenir des animaux comme les autres.

Si le sentiment de proximité avec les victimes peut nous inciter à la vigilance, le constat d'une proximité tout aussi grande avec les bourreaux doit nous inviter à la prudence. Le parcours des criminels nazis, hommes ordinaires plongés dans des circonstances extraordinaires, souligne l'impérieuse nécessité de préserver les valeurs morales et éthiques qui fondent, structurent et protègent les sociétés humaines, et de soutenir l'éducation, dans un cadre démocratique, pour apprendre et entretenir le respect de l'autre, notre égal en humanité.

BIOGRAPHIE

Adolf Eichmann (1906-1962)

Né en Autriche, dans une famille allemande aisée, il termine ses études sans diplôme et commence une vie professionnelle chaotique. Par l'intermédiaire du père d'Ernst Kaltenbrunner, futur chef l'Office central de sécurité du Reich (RSHA), un vieil ami de la famille, il intègre le Parti nazi autrichien et la SS en 1932. En 1933, il s'installe en Allemagne et devient un des personnels SS du camp de Dachau. En 1934, il intègre le SD de la SS, dirigé par Reinhard Heydrich. Sa carrière au sein de la SS progresse rapidement. En 1937, il est envoyé en Palestine pour étudier les conditions d'une émigration massive des juifs d'Allemagne. En 1938, il revient en Autriche et est chargé d'organiser l'émigration forcée des juifs autrichiens. En 1939, il regagne Berlin et prend en charge la section des affaires juives du RSHA. Il participe à la conférence de Wannsee et gère les transports de déportés juifs vers les centres de mise à mort. En 1944, il permet la déportation de 450 000 juifs hongrois vers Auschwitz.

Après la capitulation, il se cache un temps en Autriche. Arrêté, mais non identifié, il parvient à s'évader. Il vit en Allemagne sous une fausse identité avant de pouvoir rejoindre l'Argentine en 1950 par l'intermédiaire d'une filière d'évasion catholique via l'Italie.

Repéré par les services secrets ouest-allemands dès 1952, il peut cependant demeurer en Argentine, pays d'accueil de nombreux nazis en fuite, et faire venir sa famille. En 1960, il est capturé par des agents israéliens et transférés en Israël. Son jugement démontre son implication déterminante dans l'extermination des juifs d'Europe, même s'il cherche à minimiser son rôle. Condamné à mort en décembre 1961, il est exécuté en mars après l'épuisement de ses recours. Ses cendres sont dispersées en mer Méditerranée en dehors des eaux territoriales israéliennes.

31



Déclaration universelle des droits de l'homme

adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies à Paris le 10 décembre 1948

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

......

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les États membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

BIOGRAPHIE

René Cassin (1887-1976)

Ancien combattant de Grande Guerre, docteur en droit et professeur d'université, il est un spécialiste éminent du droit international. Opposé aux accords de Munich et à l'armistice de juin 1940, il gagne l'Angleterre et se rallie à de Gaulle le 29 juin 1940. Durant toute la guerre, il est le légiste de la France libre. Il rédige les accords Churchill-de Gaulle du 7 août 1940, prépare la création du Conseil de défense de l'Empire en 1940 et du Comité national français en 1941 et pousse à la création de l'Assemblée consultative provisoire en 1943. Il dirige le Comité juridique de la France libre à Alger en 1943 et préside à partir de mai 1944 la Commission de législation et de réforme de l'État chargée de préparer et de vérifier le contenu juridique des ordonnances concernant la France libérée. Il est fait Compagnon de la Libération dès 1941.

René Cassin est un des principaux rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Son action au sein de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies et de la Cour européenne des droits de l'homme qu'il préside lui vaut d'obtenir le prix Nobel de la paix en 1968.

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

32

(mention figurant sur certains journaux clandestins de la Résistance française)







Bulletin publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN)

Bulletin réalisé par :

Eric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale; Guy Krivopissko, professeur d'histoire, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

Avec le concours de la commission Histoire du Musée de la Résistance nationale (notamment Jean-Pierre Brossard, Marie-Françoise Cénat, Loïc Damiani, Françoise Le Cornec, Guy Hervy, Stéphanie Regard); Xavier Aumage, Céline Heytens et Agathe Demersseman, archivistes du Musée de la Résistance nationale; Julie Baffet, chargée de la Communication du Musée de la Résistance nationale.

Musée de la Résistance nationale Service pédagogique

Parc Vercors 88 avenue Marx Dormoy 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE Téléphone: 01 48 81 44 91 Télécopie: 01 48 81 33 36

Courriel: info@musee-resistance.com

Directeur de publication : Jean-Paul Le Maguet Rédactrice en chef : Julie Baffet Graphiste : Olivier Umecker Imprimé par Agefim

Le Musée de la Résistance nationale, musée de France, est soutenu notamment par les Conseils départementaux du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis, les villes de Champigny-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Ivry-sur-Seine, Paris, Vitry-sur-Seine, les comités d'entreprises CCE-Berim, CCAS-EDF-GDF, CRE-RATP et CCE-SNCF.

Duplication autorisée et conseillée. Version téléchargeable sur le site du Musée de la Résistance nationale www.musee-resistance.com/CNRD